

STATISTIQUES 2002-2003

La période couverte par le présent recueil débute le 1^{er} octobre 2002, jour de l'ouverture de la session ordinaire de 2002-2003, et prend fin le 30 septembre 2003, veille de l'ouverture de la session ordinaire de 2003-2004.

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

XII^e législature :

UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
Soc.	Groupe socialiste.
UDF	Groupe Union pour la démocratie française.
CR	Groupe des député-e-s communistes et républicains.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AC	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
AE	Commission des affaires étrangères.
DN	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
AEE	Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.

DIVERS

al.	Alinéa.
Art.	Article.
AV	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
LO.	Loi organique.
PAC	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.
Pj	Projet de loi.
Pj S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	7
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés	9
1.2.2. Elections partielles	9
1.2.3. Sièges vacants	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée</i>	39
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	40
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	10
1.5.1. Demandes d'autorisation d'arrestation	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	10
2. BILAN D'ACTIVITÉ	11
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE	12
2.2.1. Sessions et séances publiques	12
2.2.2. Impressions parlementaires	13
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	14
2.3.1. Travaux des commissions	14
<i>ANNEXE III. – Liste des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	42
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	15
2.3.2.1. Textes non budgétaires	15
2.3.2.2. Textes budgétaires	15
2.3.2.3. Rapports d'information	15
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	16
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	16
<i>ANNEXE IV. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i> ...	43
2.4.2. Autres délégations	16
2.4.3. Offices parlementaires	16
2.5. AUTRES COMMISSIONS	17
2.5.1. Commissions d'enquête	17
<i>ANNEXE V. – Liste et travaux des commissions d'enquête constituées</i>	44
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	17
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	17

3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	19
3.1. BILAN LÉGISLATIF	20
3.1.1. Projets de loi	20
3.1.2. Propositions de loi	21
3.1.3. Récapitulation	22
<i>ANNEXE VI. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	45
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	23
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	24
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	25
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	26
4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire	26
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	26
4.2. PROCÉDURES SIMPLIFIÉES	26
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R	26
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R	26
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	27
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	27
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	27
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	27
<i>ANNEXE VII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	49
4.5.2. Déclarations d'urgence	28
4.6. AMENDEMENTS	28
4.6.1. Origine et sort des amendements	28
4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions	29
4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs	29
4.7. VOTE BLOQUÉ	29
4.8. PROCÉDURE DE VOTE	29
4.8.1. Scrutins	29
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	50
4.8.2. Vérifications du quorum	29
4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	30
4.9.1. Rappels au Règlement	30
4.9.2. Faits personnels	30
4.9.3. Peines disciplinaires	30
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	30
<i>ANNEXE IX. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	71
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	31
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	32
<i>ANNEXE X. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	74
5.2. DÉBATS	32

6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	33
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	34
6.2. MOTIONS DE CENSURE	34
<i>ANNEXE XI. – Liste des engagements de responsabilité du Gouvernement et des motions de censure</i>	75
7. QUESTIONS	35
7.1. QUESTIONS ORALES	36
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	36
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat	36
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	36
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites	36
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées	36
<i>ANNEXES XII. 1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	76
2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites	77

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

1. Composition de l'Assemblée

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2002			Au 30 septembre 2003		
	Membres	Appa- rentés	Total	Membres	Appa- rentés	Total
Union pour un mouvement populaire ⁽¹⁾	353	11	364	353	11	364
Socialiste	140	2	142	141	8	149
Union pour la démocratie française	27	2	29	27	3	30
Communiste et Républicain	22	–	22	22	–	22
Total des groupes	542	15	557	543	22	565
Députés non-inscrits	///	///	19	///	///	12
Total des sièges pourvus			576 ⁽²⁾			577 ⁽³⁾
Sièges vacants	///	///	1	///	///	–
Total des sièges			577			577

(1) Nouvelle dénomination du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle (J.O. du 5 mars 2003).

(2) Dont 70 femmes : 38 UMP., 23 Soc., 1 UDF, 4 CR, 4 non-inscrites

(3) Dont 70 femmes : 38 UMP., 25 Soc., 1 UDF, 4 CR, 2 non-inscrites

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée ⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 2

(Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	1
– nomination à des fonctions ministérielles	–
– nomination au Conseil constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	1

1.2.2. Élections partielles : 8

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	5
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176 du code électoral	3
– dont démission volontaire	1
– dont démission d'office	2

1.2.3. Sièges vacants au 30 septembre 2003 : –

(1) Voir annexe I, p. 39.

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2002	97	65
Enregistrées en cours de période	3	3 ⁽¹⁾
Requêtes :		
– devenues sans objet	-	-
– rejetées	95	63
– suivies d'annulation	5	5
En instance au 30 septembre 2003	-	-

(1) Il s'agit des sièges de la 23^e circonscription du Nord, de la 17^e circonscription de Paris et de la 5^e circonscription du Val d'Oise

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions en cours au 1 ^{er} octobre 2002	1
Missions confiées au cours de la période	31
Missions en cours au 30 septembre 2003	15

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation d'arrestation

Décisions du Bureau de l'Assemblée	-
------------------------------------------	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée	-
--------------------------------	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	-
--------------------------------------------	---

(1) Voir annexe II, p. 40.

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

2.1.1. Séance du 17 mars 2003 ⁽¹⁾

– Durée : 4 heures 50 minutes.

– Ordre du jour : votes sur deux projets de loi constitutionnelle.

2.1.1.1. Projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen ⁽²⁾

– Adoption, par scrutin public, du projet de loi par 826 voix contre 49 sur 880 votants et 875 suffrages exprimés, la majorité des trois cinquièmes requise étant de 525 voix ⁽³⁾.

2.1.1.2. Projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République ⁽²⁾

– Adoption, par scrutin public, du projet de loi par 584 voix contre 278 sur 873 votants et 862 suffrages exprimés, la majorité des trois cinquièmes requise étant de 518 voix ⁽⁴⁾.

2.2. Activité générale de l'Assemblée

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽⁵⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2002-2003 ⁽⁶⁾ (séances du 1 ^{er} octobre 2002 au 30 juin 2003)	112	274	1 065 h 00	734 h 10	159 h 45	45 h 45 ⁽⁷⁾	115 h 15	8 h 05	2 h 00
Session extraordinaire de 2002-2003 ⁽⁸⁾ (séances du 1 ^{er} au 24 juillet 2003)	13	34	132 h 10	128 h 35	-	3 h 35	-	-	-
Total	125	308	1 197 h 10 ⁽⁹⁾	862 h 45	159 h 45	49 h 20	115 h 15	8 h 05	2 h 00

(1) J.O. (Débats) du Congrès du 18 mars 2003.

(2) Décret du 27 février 2003 (J.O. du 28 février 2003).

(3) Loi constitutionnelle n° 2003-267 du 25 mars 2003.

(4) Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003.

(5) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2003.

(6) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 22 décembre 2002 au 12 janvier 2003, du 16 au 23 février 2003 et du 13 au 27 avril 2003.

(7) Dont le débat sur l'avenir de l'Europe le 3 décembre 2002 auquel a pris part M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe et les quatre débats tenus en application de l'art. 48, al. 3, C. (voir note 4, p. 26)

(8) A la demande du Premier ministre, par décret du 27 juin 2003 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 28 juin 2003).

(9) Ce qui représente 12 340 pages du Journal officiel des Débats de l'Assemblée nationale.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	///	///	///	///	///	///
Messages du Président de la République	///	///	///	///	///	///
Déclarations du Gouvernement	5	72	///	///	5	72
Projets de loi	133	6 126	5	116	138	6 242
Propositions de loi	380	3 952	///	///	380	3 952
Propositions de résolution	56	564	///	///	56	564
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	///	///	///	///	///	///
Rapports législatifs ⁽¹⁾	166	12 786	56	6 142	222	18 928
Rapports d'information ⁽²⁾	74	8 586	///	///	74	8 586
Autres rapports ⁽³⁾	26	5 572	///	///	26	5 572
Avis	18	1 316	55	3 276	73	4 592
Total	858	38 974	116	9 534	974	48 508

(1) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(2) Rapports d'information des commissions permanentes et des délégations.

(3) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête ou la commission des immunités.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions permanentes et spéciales

	Affaires culturelles	Affaires économiques	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Spéciale ⁽¹⁾	Total
Réunions :								
– nombre	78	60	64	39	79	62	10	392
– durée	126 h 37	79 h 25	78 h 51	59 h 43	124 h 25	83 h 13	20 h 35	572 h 49
<i>dont examen budgétaire</i>	13 b 17	17 b 15	10 b 40	14 b 22	40 b 30	8 b 40	–	104 b 44
Auditions :								
– membres du Gouvernement	20	19	21	6	17	17	1	101
– autres personnalités	1	4	21	65	19	0	13	123
<i>dont auditions publiques :</i>								
– membres du Gouvernement	10	0	0	1	3	2	0	16
– autres personnalités	4	0	2	0	0	0	0	6
Total	21	23	42	71	36	17	14	224
Examen des textes								
Textes renvoyés en première lecture :								
– projets de loi	9	12	58	1	6	18	1	105
– propositions de loi	104	47	1	3	20	147	–	322
– propositions de résolution	16	18	4	2	7	43	–	90
<i>dont sur PAC</i>	1	9	1	0	2	4	–	17
Total	129	77	63	6	33	208	1	517
Textes adoptés définitivement :								
– projets de loi	10	7	45	2	7	10	1	82
– propositions de loi	5	1	1	1	1	8	–	17
– propositions de résolution	–	6	1	0	2	5	–	14
<i>dont sur PAC</i>	–	3	1	0	1	3	–	8
Total	15	14	47	3	10	23	1	113
Rapports déposés								
En première lecture :								
– sur des projets de loi	10	9	44	2	7	14	1	87
– sur des propositions de loi	9	3	1	1	0	12	–	26
– sur des propositions de résolution	11	10	1	1	3	6	–	32
<i>dont sur PAC</i>	1	5	1	0	2	2	–	11
Total	30	22	46	4	10	32	1	145
<i>dont rapports conjoints</i>	0	5	6	1	1	1	0	13
En deuxième lecture et lectures suivantes :								
– sur des projets de loi	2	3	–	–	1	3	1	10
– sur des propositions de loi	1	0	–	–	0	1	0	2
Total	3	3	–	–	1	4	1	–
Total des rapports	–	–	–	–	–	–	–	12
Annexes au rapport général	///	///	///	///	43	///	///	///
Avis								
– sur des projets de loi de finances	1	1	1	2	–	1	–	6
– tomes des avis budgétaires	13	17	7	10	–	7	–	54
– sur d'autres projets de loi	1	2	3	1	7	–	–	14
– sur des propositions de loi	–	–	–	–	–	–	–	///
– sur des propositions de résolution	–	–	–	–	–	–	–	///
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–	–	///
Total	15	20	11	13	7	8	–	74
Missions d'information ⁽²⁾								
Rapports déposés	2	2	–	6	9	0	–	19
Rapports d'information budgétaires	–	–	–	///	2	–	–	2

(1) Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique (n° 507 rect.).

(2) Sur les travaux de la mission d'évaluation et de contrôle et des missions d'information communes, voir annexe III, p. 42.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	S	UDF	CR	NI	Total
Commissions saisies au fond :						
– projets de loi	74	12	7	-	-	93
– propositions de loi	21	4	2	2	-	29
– propositions de résolution	31	-	1	-	-	32
<i>dont sur PAC</i>	13	-	-	-	-	13
Total	126	16	10	2	0	154
Commissions saisies pour avis :						
– projets de loi	18	-	-	-	-	18
– propositions de loi	-	-	-	-	-	-
– propositions de résolution	-	-	-	-	-	-
<i>dont sur PAC</i>	-	-	-	-	-	-
Total	18	0	0	0	0	18

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	S	UDF	CR	NI	Total
Commission des finances :						
– rapporteur général	3	-	-	-	-	3
– rapporteurs spéciaux	31	9	2	1	-	43
Autres commissions (avis) :						
– sur la loi de finances annuelle.....	40	9	4	1	-	54
– sur les autres lois de finances	1	-	-	-	0	1

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	S	UDF	CR	NI	Total
Rapports d'information	25	0	0	0	0	25
Rapports d'information budgétaire	2	0	0	0	0	2

(1) Cette rubrique prend en compte les rapports d'information déposés par la délégation à l'aménagement et au développement du territoire et de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution examinés	Propositions de résolution déposées
48	90 h 20	12	15	42 ⁽¹⁾	285	12

2.4.2.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2002	322
Textes transmis durant la période	295
Textes retirés ou devenus définitifs	332
Textes en instance au 30 septembre 2003	285

2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	23	35 h 25	3	22	2
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	24	40 h 20	1	29	4

2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	11	20 h 00	3	69	5
Office parlementaire d'évaluation de la législation	-	-	-	-	-

(1) Dont 7 rapports d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe IV la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution (p. 43). Voir aussi, ci-après, 3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution.

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête ⁽¹⁾

– Commissions constituées durant la période	4
– Rapports déposés	4

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par la présente partie du recueil.

2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

(1) Voir Annexe V, p. 44, la liste et travaux des commissions d'enquête.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. Etat d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	A l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2002	57	52	109 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2002.....	13	10	23
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2002	26	1	27
Total.....	96	63	159
Textes retirés.....	-	-	-
Total des textes pris en compte	96	63	159

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	///	3	-	-	-	3
	Au Sénat	24 ⁽³⁾	2	-	-	9	35
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	31	2	-	-	2	35
	Au Sénat	///	6	-	-	3	9
Total		55	13	-	-	14	82 ⁽⁴⁾
Rejets		-	-	-	-	///	-

En instance au 30 septembre 2003		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale		42	3	-	-	-	45
Au Sénat.....		29 ⁽⁵⁾	3	-	-	-	32
Total.....		71	6	-	-	-	77

(1) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 4 projets de loi constitutionnelle et 3 projets de loi organique.

(3) Dont l'article 4 de la loi relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques, soumis à nouvelle délibération, en application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution.

(4) Dont 2 projets de loi constitutionnelle et 3 projets de loi organique.

(5) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	à l'Assemblée nationale	au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2002.....	365	17	382 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2002.....	99	44	143
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2002.....	33	5	38
Total.....	497	66	563
Textes retirés.....	-	///	-
Total des textes pris en compte.....	497	66	563

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale.....	1 ⁽³⁾	2	-	-	-	3
	Au Sénat.....	4	-	-	-	-	4
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale.....	8 ⁽⁴⁾	-	-	-	-	8
	Au Sénat.....	///	3	-	-	-	3
Total.....		13	5	-	-	-	18
Rejets.....		5 ⁽⁵⁾	-	-	-	-	5

En instance au 30 septembre 2003		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale.....		496 ^{(6) (7)}	1	-	-	-	497
Au Sénat.....		34 ⁽⁸⁾	8	-	-	-	42
Total.....		530	9	-	-	-	539 ⁽⁷⁾

(1) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 9 propositions de loi constitutionnelle et 5 propositions de loi organique.

(3) Proposition de loi constitutionnelle n° 249 jointe au projet de loi constitutionnelle n° 369.

(4) Dont la proposition de loi organique n° 936.

(5) Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers ou ressortissants de l'Union européenne résidant en France (J.O. A.N. du 27 novembre 2002) ; proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire (J.O. A.N. du 29 novembre 2002) ; proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière (J.O. A.N. du 29 janvier 2003) ; proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot « race » de notre législation (J.O. A.N. du 14 mars 2003) ; proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale (J.O. A.N. du 16 mars 2003).

(6) Y compris la proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie dont l'examen a été interrompu (J.O. A.N. du 13 décembre 2002).

(7) Ce nombre tient compte de la décision d'opposer l'irrecevabilité financière en application de l'article 40 de la Constitution à la proposition de loi n° 129 rect. tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de soixante ans (J.O. A.N. du 12 mars 2003)

(8) Il s'agit uniquement des propositions déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	159	82 ⁽²⁾	81 ⁽³⁾
Propositions de loi	563	18 ⁽⁴⁾	17
Total	722	100	98

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 9 mois	9 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	2	7	4	13	11	-	-	1	152 jours
	Dépôts Sénat	1	3	2	4	8	10	15	1	307 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	1	-	2	2	1	-	-	-	119 jours
	Dépôts Sénat	-	4	2	1	1	-	1	2	318 jours

(1) Voir annexe VI, p. 45, la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ce nombre prend en compte l'article 4 de la loi relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques, soumis à nouvelle délibération, en application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution.

(3) Dont 43 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(4) Ce nombre prend en compte la proposition de loi constitutionnelle n° 249 jointe au projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République.

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Enregistrées.....	264	31	41	20	9	365
Irrecevables au dépôt (art. 40 C)	-	-	-	-	-	-
Déposées	264	31	41	20	9	365
Retirées.....	-	-	-	-	-	-
Irrecevables en séances :						
– art. 40 C	-	-	-	1	-	1 ⁽¹⁾
– art. 41 C	-	-	-	-	-	-
Rejetées	-	3	1	1	-	5 ⁽²⁾
Adoptées définitivement	6	-	1	-	-	7 ⁽³⁾

(1) Cf. note 7 (p. 21)..

(2) Cf. note 5 (p. 21).

(3) Ce nombre prend en compte les propositions examinées conjointement, Cf. note 3 (p. 21).

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

Objet de la proposition	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	2	1	-	1	-	4
• adoptées	2	-	-	-	-	2
Constitution de commission d'enquête :						
• déposées	20	5	1	8	9	43
• rejetées	-	-	-	-	-	-
• adoptées	4	-	-	-	-	4
Sur propositions d'actes communautaires :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la délégation UE	9	2	-	-	-	11
– par un député	-	-	-	1	-	1
• considérées comme adoptées	5	2	-	1 ⁽¹⁾	-	8
• adoptées en séance publique	1	-	-	-	-	1
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	-	-	-	-	-	-
• adoptées	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour de justice :						
• déposées	-	-	-	-	-	-
• adoptées	-	-	-	-	-	-

(1) Proposition de résolution n° 28 examinée conjointement avec la proposition de résolution n° 345 sur la réforme de la politique commune de la pêche, considérée comme définitive en application de l'article 151-3, alinéa 2, du Règlement, le 4 décembre 2002.

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C

Nombre de séances ⁽¹⁾	17
soit en heures	53 h 10
Nombre de textes examinés	14 ⁽²⁾
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	14 ⁽²⁾⁽³⁾
– propositions de résolution	-
Nombre de débats	4 ⁽⁴⁾

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Nombre de séances ⁽¹⁾	1
soit en heures	0 h 45
Nombre de textes examinés	1
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	-
– propositions de résolution	1 ⁽⁵⁾

(1) L'examen de la proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie est inachevé.

(2) Dont 2 propositions de loi ayant fait l'objet d'un rapport commun.

(3) L'article 40 de la Constitution a été opposé à l'une de ces propositions.

(4) 3 débats à l'initiative du groupe UMP sur la chasse le 11 février 2003, la maîtrise des dépenses publiques le 8 avril 2003 et la participation à l'aide du développement en Afrique le 10 avril 2003, et 1 débat à l'initiative du groupe socialiste sur l'assurance maladie et la politique de santé le 13 mai 2003.

(5) Il s'agit d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 36 du Règlement de l'Assemblée Nationale.

4.2. Procédure d'examen simplifiée

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R.

Textes ayant fait l'objet d'une demande	12 ⁽¹⁾
– oppositions	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	12

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R. (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	37
– oppositions	- ⁽²⁾
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	37

(1) Dont 10 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.

(2) Trois projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux ayant fait l'objet, dans un premier temps, d'une opposition, ont été adoptés ultérieurement dans le cadre de cette procédure.

4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	34	-
Question préalable	27	-
Renvoi en commission	28	-
Demande d'ajournement	-	-

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions déposées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	7
– d'une commission	-
– d'un député	1 ⁽¹⁾

(1) Cette demande, portant sur l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République, a été rejetée par L'Assemblée Nationale lors de la 2^e séance du 27 novembre 2002 (voir J.O. du 28 novembre 2002, page 5891).

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (<i>urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale</i>)	10	-	10
• Deuxième lecture	4	-	4
• Lectures suivantes.....	-	-	-
Total.....	14	-	14
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	14	-	14
• Rapports négatifs.....	-	-	-
Total.....	14	-	14
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP	14	-	14
– dont à l'Assemblée nationale	2	-	2
• avec amendements.....	2	-	2
• sans amendement	-	-	-
– dont au Sénat	12	-	12
• avec amendements.....	3	-	3
• sans amendement	9	-	9
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
• Adoption en lecture définitive	-	-	-
– dernier texte Assemblée nationale	-	-	-
• avec amendements.....	-	-	-
• sans amendement	-	-	-
– Texte CMP	-	-	-
• Textes restant en instance.....	-	-	-
Total.....	14	-	14

(1) Voir annexe VII, p. 49.

4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence.....	10
dont :	
– sur des projets de loi.....	10
– sur des propositions de loi.....	-

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouvernement	Commissions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	437	2179	2414	16812	1660	10879	1012	35393 ⁽²⁾
Irrecevables au dépôt :								
– Art. 40 C ou L.O. relative aux lois de finances ⁽³⁾	///	31	241	982	116	1443	87	2900
– Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
Irrecevables en séance :								
– Art. 40 C ou L.O. relative aux lois de finances ⁽³⁾	///	-	-	-	-	1 ⁽⁹⁾	-	1
– Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 41 C ⁽⁵⁾	///	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 44 C ⁽⁶⁾	///	///	-	17 ⁽¹⁰⁾	-	-	-	17
– Art. 98, alinéa 5, R ⁽⁷⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 127 R ⁽⁸⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
Recevables	437	2148	2173	15813	1544	9435	925	32475
Retirés avant discussion	23	74	280	370	75	489	44	1355
Adoptés	397	1809	607	241	79	128	5	3266

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Dont 12 805 amendements enregistrés sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques, 11 153 sur le projet de loi portant réforme des retraites et 3 047 sur le projet relatif aux assistants d'éducation.

(3) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(4) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine des lois de financement de la sécurité sociale.

(5) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(6) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(7) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(8) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

(9) Sous-amendement à l'amendement n° 11 230 du Gouvernement à l'article 16 du projet de loi portant réforme des retraites (J.O. AN du 25 juin 2003).

(10) Sous-amendements à l'amendement n° 11 de la commission des lois à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République (J.O. AN du 23 novembre 2002).

4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions

Détail des amendements présentés par les commissions	Signés par le rapporteur seul	Contresignés par un commissaire (auteur ou premier signataire)					Total
		UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	1 822	275	21	60	1	-	2 179
Irrecevables	31	-	-	-	-	-	31
Recevables	1 791	275	21	60	1	-	2 148
Retirés avant discussion	61	11	1	1	-	-	74
Adoptés	1 549	199	16	44	1	-	1 809

4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	59 ⁽³⁾	13	6	6	5	4	3	3

(1) Voir aussi annexe VI, p. 45, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 43 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).

4.7. Vote bloqué

Nombre de demandes 2

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins ⁽¹⁾

Scrutins publics ordinaires.....	302
<i>dont :</i>	
– sur des motions de procédure	14
– sur le passage à la discussion des articles	2
– sur une demande de constitution de commission spéciale.....	1
– sur des textes	285
Scrutins publics à la tribune.....	1
Scrutins publics dans les salons.....	3
<i>dont :</i>	
– à l'Assemblée nationale.....	1
– au Congrès du Parlement	2
Scrutins secrets dans les salons.....	6

4.8.2. Vérifications du quorum..... 8

(1) Dont 16 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement. Voir annexe VIII, p. 50, la liste chronologique des scrutins.

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement	301
4.9.2. Faits personnels	6
4.9.3. Peines disciplinaires	-

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	4
Application de l'article 41 de la Constitution.....	-
Application de l'article 54 de la Constitution.....	-
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	6
<i>dont :</i>	
– <i>lois organiques</i>	4
– <i>Règlement des Assemblées</i>	2
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	15
Autres décisions	1

(1) Voir annexe IX, p. 71.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾ 5

(Article 132 du Règlement)

dont :

- avec débat 5
- sans débat -

5.2. Débats ⁽²⁾

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement -

(1) Voir annexe X, p. 74.

(2) Non compris les 4 débats tenus dans le cadre des séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C. (voir note 4 p. 26).

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure ⁽¹⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	-
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	-
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	1

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	1

(1) Voir annexe XI, p. 75.

7

QUESTIONS

7. Questions ⁽¹⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions posées	444	191	64	64	8	771 (*)

(*) Nombre de séances : 64.

7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions posées	260	101	33	34	4	432 (*)

(*) Nombre de séances : 17.

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2002 au 30 septembre 2003

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions publiées	13 637	5 644	1 343	895	295	21 814
Nombre de questions après retrait.....	13 581	5 632	1 342	886	293	21 734
Nombre de réponses.....	10 010	4 315	995	731	231	16 282

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées » (*) (35 semaines)

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions	347	140	70	70	0	627

(*) Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse

(1) La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XII pp. 76 et 77.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès : – 11 mars 2003 (J.O. 12 mars 2003)	Jean-Marc Chavanne (UMP)	Haute-Savoie (5 ^e)	Marc Francina (UMP)	11 mars 2003 (J.O. 12 mars 2003)
Prolongation au-delà de 6 mois d'une mission temporaire : – 24 juin 2003 (J.O. 26 juin 2003)	Jean Besson (UMP)	Rhône (10 ^e)	Christophe Guilloteau (UMP)	27 juin 2003 (J.O. 27 juin 2003)

Élections partielles

Causes de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom de l'élu	Date de proclamation
Démissions d'office : – 30 janvier 2003 (J.O. 8 février 2003) – 27 février 2003 (J.O. 11 mars 2003)	Patrick Hoguet (UMP)	Eure-et-Loir (3 ^e)	François Huwart (app. Soc.)	24 mars 2003 (J.O. 25 mars 2003)
	Pierre-Jean Samot (NI)	Martinique (3 ^e)	Philippe Edmond- Mariette (NI)	2 juin 2003 (J.O. 3 juin 2003)
Démissions volontaires : – 26 septembre 2002 (J.O. 27 septembre 2002)	Anne-Marie Idrac (UDF)	Yvelines (3 ^e)	Christian Blanc (app. UDF)	16 décembre 2002 (J.O. 17 décembre 2002)
Annulation d'opérations électorales : – 11 octobre 2002 (J.O. 17 octobre 2002) – 21 novembre 2002 (J.O. 27 novembre 2002) – 21 novembre 2002 (J.O. 27 novembre 2002) – 19 décembre 2002 (J.O. 27 décembre 2002) – 3 février 2003 (J.O. 8 février 2003)	Jean-Claude Decagny (UMP)	Nord (23 ^e)	Jean-Claude Decagny (UMP)	16 décembre 2002 (J.O. 17 décembre 2002)
	Annick Lepetit (Soc.)	Paris (17 ^e)	Annick Lepetit (Soc.)	3 février 2003 (J.O. 4 février 2003)
	Georges Mothron (UMP)	Val-d'Oise (5 ^e)	Georges Mothron (UMP)	3 février 2003 (J.O. 4 février 2003)
	Victor Brial (UMP)	Wallis-et-Futuna	Victor Brial (UMP)	24 mars 2003 (J.O. 25 mars 2003)
	Jean-Pierre Brard (CR)	Seine-Saint-Denis (7 ^e)	Jean-Pierre Brard (CR)	24 mars 2003 (J.O. 25 mars 2003)

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Députés concernés	Ministres concernés	Date du début et de la fin de la mission
Geneviève Levy (UMP) Var	– SE Personnes handicapées – SE Transports et mer	1 ^{er} septembre 2002 – 28 février 2003
Françoise de Panafieu (UMP) Paris	– Famille	28 octobre 2002 – 14 février 2003
Jean-Luc Warsmann (UMP) Ardennes	– Justice	18 novembre 2002 – 30 avril 2003
Arlette Franco (UMP) Pyrénées-Orientales	– SE Tourisme	22 novembre 2002 – 15 mai 2003
Jean Besson (UMP) Rhône	– Industrie	24 décembre 2002 ⁽¹⁾
Pierre-André Périssol (UMP) Allier	– Affaires sociales, travail et solidarité	24 décembre 2002 – 30 avril 2003
Dominique Juillot (UMP) Saône-et-Loire	– Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	24 décembre 2002 – 31 mai 2003
Yves Censi (UMP) Aveyron	– Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	24 décembre 2002 – 30 mai 2003
Martial Saddier (UMP) Haute-Savoie	– Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	24 décembre 2002 – 30 avril 2003
Jean-Paul Charié (UMP) Loiret	– Economie, finances et industrie	2 janvier 2003 – 1 ^{er} juin 2003
Bernard Carayon (UMP) Tarn	– Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	2 janvier 2003 – 2 juillet 2003
Luc-Marie Chatel (UMP) Haute-Marne	– SE PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation	21 janvier 2003 – 30 juin 2003
Jean-Pierre Giran (UMP) Var	– Ecologie et développement durable	21 janvier 2003 – 15 juillet 2003
Jean-François Chossy (UMP) Loire	– SE Personnes handicapées	10 mars 2003 – 9 septembre 2003
Gilbert Meyer (UMP) Haut-Rhin	– Défense	14 mars 2003 – 14 septembre 2003
Michel Diefenbacher (UMP) Lot-et-Garonne	– Premier ministre	17 mars 2003 – 15 septembre 2003
Jean-Claude Flory (UMP) Ardèche	– Ecologie et développement durable	8 avril 2003
Sébastien Huygue (UMP) Nord	– Economie, finances et industrie	10 avril 2003
Christine Boutin (UMP) Yvelines	– Premier ministre	17 avril 2003 – 15 septembre 2003
Michel Hunault (UMP) Loire-Atlantique	– Affaires européennes	24 avril 2003

(1) La mission de M. Jean Besson a été prolongée le 23 juin 2003 (J.O. du 26 juin 2003).

Députés concernés	Ministres concernés	Date du début et de la fin de la mission
Emmanuel Hamelin (UMP) Rhône	– Jeunesse, éducation nationale et recherche – Culture et communication – Recherche et nouvelles technologies	21 mai 2003
André Thien Ah Koon (App. UMP) Réunion	– Affaires étrangères	11 juin 2003
Christian Philip (UMP) Rhône	– SE Transports et mer	23 juin 2003
Bernard Brochand (UMP) Alpes-Maritimes	– Premier ministre	26 juin 2003
Philippe Vitel (UMP) Var	– SE Affaires étrangères	15 juillet 2003
Olivier Jardé (UDF) Somme	– Justice – Santé	23 juillet 2003
Brigitte Le Brethon (UMP) Calvados	– SE Transports et mer	29 juillet 2003
Christian Ménard (UMP) Finistère	– Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	30 juillet 2003
Francis Hillmeyer (UDF) Haut-Rhin	– Equipement, transports, logement, tourisme et mer	27 août 2003
Pierre Lang (UMP) Moselle	– Ecologie et développement durable	18 septembre 2003
Pierre Morel-A-L'Huissier (UMP) Lozère	– SE Anciens combattants	23 septembre 2003
Christian Blanc (App. UDF) Yvelines	– Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire	30 septembre 2003

Annexe III

Mission d'évaluation et de contrôle

	Nombre de réunions	Durée des réunions	Auditions		N° et date du dépôt du rapport
			Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Impact de l'intervention des architectes et des services archéologiques dans les procédures de sauvegarde du patrimoine	5	10 h 00	-	20	875 21 mai 2003
Organismes publics d'évaluation et de prospective économiques et sociales	5	13 h 35	1	16	876 21 mai 2003
Redevance audiovisuelle	3	5 h 05	-	5	1019 * 9 juillet 2003

* Rapport d'information déposé par la commission des finances en application de l'article 146 du Règlement.

Mission d'information commune à plusieurs commissions permanentes

Domaine	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Nombre de réunions	Durée des réunions	Auditions		N° et date du dépôt du rapport
						Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Création d'une télévision française à vocation internationale	AC-AE	19 décembre 2002	14 janvier 2003	22	28 h 50	2	24	857 Tomes I et II 14 mai 2003

Mission d'information créée par la Conférence des Présidents (application de l'article 145, alinéa 3, du Règlement)

Domaine	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Nombre de réunions	Durée des réunions	Auditions		N° et date du dépôt du rapport
					Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Mission sur les signes religieux à l'école	3 juin 2003	4 juin 2003	14	31 h 15	-	77	Travaux en cours

Annexe IV

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Réforme de la politique commune de la pêche (E 2039/ E 2041/E 2044/E 2045/E 2075)	N ^{os} 345 (et 387, AEE)	4 décembre 2002
Négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce (E 1285)	N ^{os} 599 (et 708, AEE)	2 avril 2003
Sécurité maritime en Europe (E 2186/E 2201)	N ^{os} 645 (et 707, AEE)	3 avril 2003
Coopération judiciaire entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique (E 2210)	N ^{os} 715 (et 754, AE)	10 avril 2003
Avenir d'Europol (E 2064/E 2197 à E 2200)	N ^{os} 820 (et 894, LO)	15 juin 2003
Politique européenne d'asile (E 1611/E 1870/E 2192)	N ^{os} 818 (et 893, LO)	20 juin 2003
Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2004 (E 2275)	N ^{os} 1008 (et 1017, FI)	24 juillet 2003

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Date d'adoption
Création d'un procureur européen (E 1912/E 1758)	N ^{os} 446 (et 565, LO)	22 mai 2003

Annexe V

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Date de la création	Date de la nomination du bureau	Numéro et date de dépôt du rapport
Commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne	5 novembre 2002	20 novembre 2002	825 2 mai 2003
Commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision	29 janvier 2003	12 février 2003	1004 3 juillet 2003
Commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité	5 février 2003	26 février 2003	1018 10 juillet 2003
Commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib	18 mars 2003	26 mars 2003	906 11 juin 2003

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Auditions			
			Auditions		dont ouvertes à la presse	
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités
Présence du loup en France	20	48 h 15	2	179	–	–
Air Lib	17	49 h 25	3	41	3	4
Entreprises publiques	19	38 h 45	1	50	1	50
Sécurité du transport maritime	19	48 h 15	1	205	1	–

Annexe VI

Liste chronologique des lois promulguées ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

1. 23 octobre 2002. – Loi n° 2002-1276 portant règlement définitif du budget de 2001. (*J.O.* du 24 octobre 2002.) (Pj AN)
2. 29 octobre 2002. – Loi n° 2002-1303 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux. (*J.O.* du 30 octobre 2002.) (Pn AN) (13 adts).
3. 29 octobre 2002. – Loi n° 2002-1304 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail. (*J.O.* du 30 octobre 2002.) (Pj AN)
4. 29 octobre 2002. – Loi n° 2002-1305 autorisant l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres). (*J.O.* du 30 octobre 2002.) (Pj AN)
5. 20 décembre 2002 *. – Loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 n° 2002-1487. (*J.O.* du 24 décembre 2002 et du 31 janvier 2003.) (Pj AN) (117 adts).
6. 30 décembre 2002 *. – Loi de finances pour 2003 n° 2002-1575. (*J.O.* du 31 décembre 2002 et du 31 janvier 2003.) (Pj AN) (126 adts).
7. 30 décembre 2002. – Loi de finances rectificative pour 2002, n° 2002-1576. (*J.O.* du 31 décembre 2002 et du 31 janvier 2003.) (Pj AN) (84 adts).
8. 30 décembre 2002. – Loi n° 2002-1577 relative à la responsabilité civile médicale (*J.O.* du 31 décembre 2002.) (Pn S.) (1 adt.)
9. 30 décembre 2002. – Loi n° 2002-1578 modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives. (*J.O.* du 31 décembre 2002.) (Pn S.)
10. 2 janvier 2003. – Loi n° 2003-1 autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne portant délimitation de la frontière dans les zones aménagées du Rhin. (*J.O.* du 3 janvier 2003.) (Pj S.)
11. 2 janvier 2003. – Loi n° 2003-2 autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention sur la sécurité sociale du 2 octobre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise. (*J.O.* du 3 janvier 2003.) (Pj S.)
12. 2 janvier 2003. – Loi n° 2003-3 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil de l'Europe relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français. (*J.O.* du 3 janvier 2003.) (Pj S.)
13. 2 janvier 2003. – Loi n° 2003-4 autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal. (*J.O.* du 3 janvier 2003.) (Pj S.)
14. 2 janvier 2003. – Loi n° 2003-5 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans l'exercice des missions de police de la navigation sur le secteur franco-allemand du Rhin. (*J.O.* du 3 janvier 2003.) (Pj S.)
15. 3 janvier 2003. – Loi n° 2003-6 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques. (*J.O.* du 4 janvier 2003.) (Pj AN) (7 adts)
16. 3 janvier 2003. – Loi n° 2003-7 modifiant le livre VIII du code de commerce. (*J.O.* du 4 janvier 2003.) (Pj AN) (72 adts)
17. 3 janvier 2003. – Loi n° 2003-8 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie. (*J.O.* du 4 janvier 2003.) (Pj S.) (156 adts)
18. 3 janvier 2003. – Loi n° 2003-9 relative à la sécurité des piscines. (*J.O.* du 4 janvier 2003.) (Pn S.)
19. 17 janvier 2003 *. – Loi n° 2003-47 relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi. (*J.O.* du 18 janvier 2003.) (Pj AN) (20 adts)
20. 27 janvier 2003. – Loi n° 2003-73 relative à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008. (*J.O.* du 29 janvier 2003.) (Pj AN) (10 adts)
21. 30 janvier 2003. – Loi n° 2003-78 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative à la coopération administrative. (*J.O.* du 31 janvier 2003.) (Pj S.)
22. 30 janvier 2003. – Loi n° 2003-79 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la responsabilité civile au titre des dommages nucléaires du fait de fournitures en provenance de la République française destinées à des installations nucléaires en Fédération de Russie. (*J.O.* du 31 janvier 2003.) (Pj S.)
23. 30 janvier 2003. – Loi n° 2003-80 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au raccordement de la Suisse au réseau ferré français, notamment aux liaisons à grande vitesse (ensemble une annexe). (*J.O.* du 31 janvier 2003.) (Pj S.)

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 97, 98 et 99 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, éventuellement, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

-
24. 3 février 2003. – Loi n° 2003-87 relative à la conduite sous l'influence de substances ou plantes classées comme stupéfiants. (*J.O.* du 4 février 2003.) (Pn AN) (4 adts)
 25. 3 février 2003. – Loi n° 2003-88 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe. (*J.O.* du 4 février 2003.) (Pn AN)
 26. 19 février 2003. – Loi n° 2003-132 portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements. (*J.O.* du 20 février 2003.) (Pn S.)
 27. 26 février 2003 *. – Loi organique n° 2003-153 relative aux juges de proximité. (*J.O.* du 27 février 2003.) (Pj S.) (18 adts)
 28. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-205 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction et à l'entretien de ponts frontières sur le Rhin dont les Parties contractantes n'assurent pas la maîtrise d'ouvrage. (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 29. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-206 autorisant l'approbation du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique. (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 30. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-207 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à l'attribution et à l'utilisation par la société Télé Monte-Carlo de fréquences hertziennes terrestres pour la diffusion de son programme à partir d'installations d'émission implantées en territoire français (ensemble une annexe). (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 31. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-208 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part. (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 32. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-209 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à l'indemnisation de la République d'Estonie pour l'immeuble de son ancienne légation à Paris. (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 33. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-210 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lettonie à Paris. (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 34. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-211 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lituanie à Paris. (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 35. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-212 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part (ensemble sept annexes et cinq protocoles). (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 36. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-213 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part (ensemble huit annexes et six protocoles). (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 37. 12 mars 2003. – Loi n° 2003-214 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 et par l'avenant du 28 septembre 1989, signé à Paris le 20 décembre 2001. (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj AN)
 38. 13 mars 2003. – Loi n° 2003-216 autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre, signée à Andorre-la-Vieille le 12 décembre 2000. (*J.O.* du 13 mars 2003.) (Pj S)
 39. 13 mars 2003. – Loi n° 2003-217 autorisant la ratification de la convention entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre relative à la circulation et au séjour en Principauté d'Andorre des ressortissants des Etats tiers. (*J.O.* du 14 mars 2003.) (Pj S.)
 40. 13 mars 2003. – Loi n° 2003-218 autorisant la ratification de la convention entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre relative à l'entrée, à la circulation, au séjour et à l'établissement de leurs ressortissants. (*J.O.* du 14 mars 2003.) (Pj S.)
 41. 17 mars 2003. – Loi n° 2003-231 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à l'établissement d'une ligne de délimitation maritime entre la France et Jersey. (*J.O.* du 18 mars 2003.) (Pj S.)
 42. 17 mars 2003. – Loi n° 2003-232 autorisant la ratification de l'accord relatif à la pêche dans la baie de Granville entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble quatre échanges de notes). (*J.O.* du 18 mars 2003.) (Pj S.)
 43. 17 mars 2003. – Loi n° 2003-233 autorisant la ratification du traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République d'Italie et la République portugaise portant statut de l'Eurofor. (*J.O.* du 18 mars 2003.) (Pj S.)
 44. 17 mars 2003. – Loi n° 2003-234 autorisant l'approbation de la décision des représentants des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel. (*J.O.* du 18 mars 2003.) (Pj S.)
 45. 18 mars 2003 *. – Loi n° 2003-239 pour la sécurité intérieure. (*J.O.* du 19 mars 2003.) (Pj S.) (220 adts)
 46. 25 mars 2003. – Loi constitutionnelle n° 2003-267 relative au mandat d'arrêt européen. (*J.O.* du 26 mars 2003.) (Pj AN) (10 adts)

47. 28 mars 2003 *. – Loi constitutionnelle n° 2003-276 relative à l'organisation décentralisée de la République. (*J.O.* du 29 mars 2003.) (Pj S.) (15 adts)
48. 28 mars 2003. – Loi n° 2003-277 tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des français établis hors de France, pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger. (*J.O.* du 29 mars 2003.) (Pn S.)
49. 31 mars 2003. – Loi n° 2003-289 portant modification de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie. (*J.O.* du 1^{er} avril 2003.) (Pn S.)
50. 31 mars 2003. – Loi n° 2003-290 modifiant l'article 1^{er}-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications. (*J.O.* du 1^{er} avril 2003.) (Pj AN)
51. 2 avril 2003. – Loi n° 2003-299 tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées *ex nihilo* le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation. (*J.O.* du 3 avril 2003.) (Pn S.)
52. 9 avril 2003. – Loi n° 2003-322 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France. (*J.O.* du 10 avril 2003.) (Pj S.) (21 adts)
53. 11 avril 2003 *. – Loi n° 2003-327 relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques. (*J.O.* du 12 avril 2003.) (Pj AN) (38 adts)
54. 14 avril 2003. – Loi n° 2003-339 portant ratification de l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation. (*J.O.* du 15 avril 2003.) (Pj S.)
55. 14 avril 2003. – Loi n° 2003-340 relative à la répression de l'activité de mercenaire. (*J.O.* du 15 avril 2003.) (Pj S.)
56. 15 avril 2003. – Loi n° 2003-346 relative à la création d'une zone de protection écologique au large des cotes du territoire de la République. (*J.O.* du 16 avril 2003.) (Pj S.)
57. 15 avril 2003. – Loi n° 2003-347 relative à la protection de l'environnement en Antarctique. (*J.O.* du 16 avril 2003.) (Pj S.)
58. 24 avril 2003. – Loi n° 2003-375 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, la fortune les successions et les donations. (*J.O.* du 25 avril 2003.) (Pj S.)
59. 24 avril 2003. – Loi n° 2003-376 autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France. (*J.O.* du 25 avril 2003.) (Pj S.)
60. 24 avril 2003. – Loi n° 2003-377 autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Montréal le 17 septembre 1997. (*J.O.* du 25 avril 2003.) (Pj S.)
61. 24 avril 2003. – Loi n° 2003-378 autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Pékin le 3 décembre 1999. (*J.O.* du 25 avril 2003.) (Pj S.)
62. 24 avril 2003. – Loi n° 2003-379 autorisant la ratification du protocole coordonnant la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol » du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues. (*J.O.* du 25 avril 2003.) (Pj S.)
63. 24 avril 2003. – Loi n° 2003-380 autorisant la ratification de la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international. (*J.O.* du 25 avril 2003.) (Pj S.)
64. 30 avril 2003 *. – Loi n° 2003-400 relative aux assistants d'éducation. (*J.O.* du 2 mai 2003.) (Pj AN) (22 adts)
65. 19 mai 2003. – Loi n° 2003-442 relative à la création d'un chèque-emploi associatif. (*J.O.* du 20 mai 2003.) (Pn AN)
66. 4 juin 2003. – Loi n° 2003-475 relative aux privilèges et immunités de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en France. (*J.O.* du 5 juin 2003.) (Pn AN) (1 adt)
67. 5 juin 2003. – Loi n° 2003-478 portant diverses dispositions relatives à certains personnels de DCN et GIAT Industries. (*J.O.* du 6 juin 2003.) (Pn AN) (2 adts)
68. 10 juin 2003. – Loi n° 2003-486 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse. (*J.O.* du 11 juin 2003.) (Pj S.) (8 adts)
69. 12 juin 2003. – Loi n° 2003-495 renforçant la lutte contre la violence routière. (*J.O.* du 13 juin 2003.) (Pj AN) (67 adts)
70. 18 juin 2003. – Loi n° 2003-516 relative à la dévolution du nom de famille. (*J.O.* du 19 juin 2003.) (Pn S.) (13 adts)
71. 18 juin 2003. – Loi n° 2003-517 relative à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs. (*J.O.* du 19 juin 2003.) (Pj S.) (9 adts)
72. 26 juin 2003. – Loi n° 2003-554 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres). (*J.O.* du 27 juin 2003.) (Pj AN)
73. 26 juin 2003. – Loi n° 2003-555 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière. (*J.O.* du 27 juin 2003.) (Pj AN)
74. 26 juin 2003. – Loi n° 2003-556 autorisant l'adhésion à la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques. (*J.O.* du 27 juin 2003.) (Pj AN)
75. 26 juin 2003. – Loi n° 2003-557 autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise. (*J.O.* du 27 juin 2003.) (Pj AN)
76. 2 juillet 2003. – Loi n° 2003-590 urbanisme et habitat. (*J.O.* du 3 juillet 2003.) (Pj AN) (113 adts)

-
77. 2 juillet 2003. – Loi n° 2003-591 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit. (*J.O.* du 3 juillet 2003.) (Pj AN) (56 adts)
78. 8 juillet 2003. – Loi n° 2003-623 autorisant l'approbation de l'amendement à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination. (*J.O.* du 9 juillet 2003.) (Pj S.)
79. 8 juillet 2003. – Loi n° 2003-624 autorisant l'approbation de la convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (ensemble treize annexes). (*J.O.* du 9 juillet 2003.) (Pj S.)
80. 8 juillet 2003. – Loi n° 2003-625 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre (ensemble un échange de lettres). (*J.O.* du 9 juillet 2003.) (Pj S.)
81. 8 juillet 2003. – Loi n° 2003-626 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole et un échange de lettres). (*J.O.* du 9 juillet 2003.) (Pj S.)
82. 8 juillet 2003. – Loi n° 2003-627 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. (*J.O.* du 9 juillet 2003.) (Pj S.)
83. 8 juillet 2003. – Loi n° 2003-628 autorisant la ratification de la convention européenne pour la protection des animaux de compagnie. (*J.O.* du 9 juillet 2003.) (Pj S.)
84. 21 juillet 2003 *. – Loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660. (*J.O.* du 22 juillet 2003.) (Pj S.) (81 adts)
85. 30 juillet 2003 *. – Loi organique n° 2003-696 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat. (*J.O.* du 31 juillet 2003.) (Pn S.)
86. 30 juillet 2003 *. – Loi n° 2003-697 portant réforme de l'élection des sénateurs. (*J.O.* du 31 juillet 2003.) (Pn S.)
87. 30 juillet 2003. – Loi n° 2003-698 relative à la chasse. (*J.O.* du 31 juillet 2003.) (Pj AN) (44 adts)
88. 30 juillet 2003. – Loi n° 2003-699 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. (*J.O.* du 31 juillet 2003.) (Pj S.) (199 adts)
89. 31 juillet 2003. – Loi n° 2003-715 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes. (*J.O.* du 3 août 2003.) (Pn S.) (12 adts)
90. 1^{er} août 2003 *. – Loi organique n° 2003-704 relative à l'expérimentation par les collectivités territoriales. (*J.O.* du 2 août 2003.) (Pj AN) (8 adts)
91. 1^{er} août 2003 *. – Loi organique n° 2003-705 relative au référendum local. (*J.O.* du 2 août 2003.) (Pj S.) (8 adts)
92. 1^{er} août 2003 *. – Loi n° 2003-706 de sécurité financière. (*J.O.* du 2 août 2003.) (Pj S.) (272 adts)
93. 1^{er} août 2003 *. – Loi n° 2003-707 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. (*J.O.* du 2 août 2003.) (Pj S.) (33 adts)
94. 1^{er} août 2003 *. – Loi n° 2003-708 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives. (*J.O.* du 2 août 2003.) (Pj S.) (9 adts)
95. 1^{er} août 2003. – Loi n° 2003-709 relative au mécénat, aux associations et aux fondations. (*J.O.* du 2 août et du 20 septembre 2003.) (Pj AN) (23 adts)
96. 1^{er} août 2003. – Loi n° 2003-710 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine. (*J.O.* du 2 août et du 20 septembre 2003.) (Pj AN) (177 adts)
97. 1^{er} août 2003 *. – Loi n° 2003-721 pour l'initiative économique. (*J.O.* du 5 août et du 20 septembre 2003.) (Pj AN) (139 adts)
98. 21 août 2003 *. – Loi n° 2003-775 portant réforme des retraites. (*J.O.* du 22 août 2003.) (Pj AN) (461 adts)

Annexe VII

Commissions mixtes paritaires

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Administrateurs judiciaires Pj AN n° 246 <i>Urgence</i> Après 2 ^e lecture	17 octobre 2002	18 décembre 2002 Assemblée nationale	19 décembre 2002 Adoption conforme au Sénat
Financement de la sécurité sociale pour 2003 Pj AN n° 250 Après 1 ^{re} lecture	21 novembre 2002	27 novembre 2002 Assemblée nationale	28 novembre 2002 Adoption conforme au Sénat
Projet de loi de finances pour 2003 Pj AN n° 230 Après 1 ^{re} lecture	11 décembre 2002	18 décembre 2002 Assemblée nationale (15 adts)	18 décembre 2002 Adoption conforme au Sénat
Marchés énergétiques Pj S. n° 326 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	17 décembre 2002	19 décembre 2002 Sénat (2 adts)	19 décembre 2002 Adoption conforme à l'Assemblée Nationale
Projet de loi de finances rectificative pour 2002 Pj AN n° 73 Après 1 ^{re} lecture	18 décembre 2002	19 décembre 2002 Assemblée nationale	19 décembre 2002 Adoption conforme au Sénat
Négociation collective Pj AN n° 375 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	18 décembre 2002	19 décembre 2002 Assemblée nationale	19 décembre 2002 Adoption conforme au Sénat
Sécurité intérieure Pj S. n° 381 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	29 janvier 2003	12 février 2003 Assemblée nationale	13 février 2003 Adoption conforme au Sénat
Urbanisme, habitat et construction Pj AN n° 402 Après 2 ^e lecture	14 mai 2003	28 mai 2003 Assemblée nationale (2 adts)	5 juin 2003 Adoption conforme au Sénat
Loi de programme pour l'outre-mer Pj S. n° 881 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	11 juin 2003	25 juin 2003 Sénat (1 adt)	30 juin 2003 Adoption conforme à l'Assemblée Nationale
Initiative économique Pj AN n° 507 rect. Après 2 ^e lecture	19 juin 2003	17 juillet 2003 Assemblée nationale	21 juillet 2003 Adoption conforme au Sénat
Archéologie préventive Pj S. n° 960 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	7 juillet 2003	16 juillet 2003 Assemblée nationale	22 juillet 2003 Adoption conforme au Sénat
Risques technologiques et naturels Pj S. n° 606 Après 2 ^e lecture	16 juillet 2003	17 juillet 2003 Assemblée nationale	21 juillet 2003 Adoption conforme au Sénat
Réforme des retraites Pj AN n° 885 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	21 juillet 2003	24 juillet 2003 Assemblée nationale (6 adts)	24 juillet 2003 Adoption conforme au Sénat
Ville et rénovation urbaine Pj AN n° 950 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	24 juillet 2003	24 juillet 2003 Assemblée nationale	24 juillet 2003 Adoption conforme au Sénat

Annexe VIII

Liste chronologique des scrutins publics

1. Scrutin public à la tribune

à l'Assemblée nationale

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
124	15.02.03	La motion de censure déposée par MM. Ayrault, Bocquet et 161 de leurs collègues en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (dans le texte dont il a donné connaissance au cours de la séance du mercredi 12 février 2003).	177	///	///

2. Scrutins publics dans les salons

- à l'Assemblée nationale

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
305	03.07.03	La motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Ayrault, Hollande et 113 de leurs collègues.	176	///	///

- au Congrès du Parlement

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
	17.03.03	Projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen.	826	49	5
	17.03.03	Projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République.	584	278	11

3. Scrutins publics ordinaires

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
10	02.10.02	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi.	125	162	0
11	03.10.02	L'amendement n° 23 de M. Gremetz à l'article premier du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (alignement immédiat sur le SMIC en vigueur au 1 ^{er} juillet 2002 pour les salariés au SMIC effectuant une durée hebdomadaire de travail de 35 heures).	5	50	14
12	03.10.02	Les amendements n° 1 de Mme Billard, n° 25 de M. Gremetz et n° 130 de M. Gorce tendant à supprimer l'article premier du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi.	15	59	0
13	03.10.02	L'amendement n° 28 de M. Gremetz à l'article premier du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (interdiction de fixation de niveaux de rémunération minima inférieurs au SMIC par les barèmes de salaires des accords et conventions collectifs).	17	65	0
14	03.10.02	Les amendements n° 4 de Mme Billard et n° 133 de M. Gorce tendant à supprimer l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi	22	84	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
15	03.10.02	Les amendements n° 5 de Mme Billard et n° 134 de M. Gorce tendant à supprimer le I de l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi.	25	92	0
16	03.10.02	L'amendement n° 30 de M. Gremetz à l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (majoration de salaire en vue de la compensation des heures supplémentaires accomplies par le salarié).	27	95	0
17	03.10.02	L'amendement n° 155 de M. Gorce à l'article 2 du projet relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (interdiction des majorations de salaire d'heures supplémentaires inférieures à 25 %).	21	76	0
18	03.10.02	L'amendement n° 31 de M. Gremetz à l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (procédure et effets des conventions et accords collectifs).	21	80	0
19	03.10.02	L'amendement n° 157 de M. Gorce à l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (refus du salarié d'effectuer les heures supplémentaires proposées par l'employeur).	15	76	0
20	08.10.02	L'amendement n° 32 de M. Gremetz à l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (seuil d'heures supplémentaires ouvrant droit à un repos compensateur obligatoire).	24	68	0
21	08.10.02	L'amendement n° 34 de M. Gremetz et l'amendement n° 163 de M. Gorce à l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (maintien du champ d'application du déclenchement du repos compensateur).	28	72	0
22	08.10.02	L'amendement n° 177 rectifié de M. Perruchot à l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (limitation de la détermination des catégories de cadres susceptibles de bénéficier de forfaits annuels aux seuls conventions et accords collectifs).	2	57	0
23	09.10.02	L'amendement n° 44 de M. Gremetz à l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (limitation de la durée maximum du travail des cadres).	4	111	9
24	09.10.02	L'amendement n° 229 rectifié de M. Morange après l'article 2 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (période d'astreinte).	75	17	0
25	09.10.02	L'amendement n° 62 de M. Gremetz tendant à supprimer l'article 5 du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (nécessité d'un agrément ministériel pour l'entrée en vigueur des accords de branche sur les 35 heures dans le secteur médico-social).	8	95	0
26 (*)	15.10.02	L'ensemble du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi.	373	160	0
27	15.10.02	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Bocquet au projet de loi de finances pour 2003.	46	158	0
28	17.10.02	L'amendement n° 240 de M. Bonrepaux à l'article 3 du projet de loi de finances pour 2003 (maintien de l'application du dispositif de prime pour l'emploi en 2003).	15	48	0
29	17.10.02	Les amendements n° 1 de M. Brard et n° 219 de M. Bonrepaux tendant à supprimer l'article 4 du projet de loi de finances pour 2003.	15	50	0
30	17.10.02	L'amendement n° 68 de M. Vaxès après l'article 9 du projet de loi de finances pour 2003 (taux de TVA applicable à la restauration traditionnelle).	6	44	1
31	18.10.02	L'amendement n° 154 de M. Albertini à l'article 14 du projet de loi de finances pour 2003 (abrogation de la liaison des taux des impôts locaux).	14	25	2
32	18.10.02	L'amendement n° 317 rectifié de M. Bonrepaux après l'article 17 du projet de loi de finances pour 2003 (augmentation de l'abattement de la taxe sur les salaires applicable aux associations).	14	27	0
33 (*)	22.10.02	L'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2003.	364	163	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
34	22.10.02	L'amendement n° 71 de M. Durand au titre III de l'état B (crédits inscrits à l'article 36 du projet de loi de finances pour 2003) (budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire : maintien des crédits pour les postes de surveillants).	28	81	0
35	22.10.02	L'amendement n° 72 de M. Durand au titre III de l'état B (crédits inscrits à l'article 36 du projet de loi de finances pour 2003) (budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire : maintien des crédits pour les postes d'aides-éducateurs).	29	91	0
36	30.10.02	L'amendement n° 201 de M. Prél tendant à supprimer l'article 41 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (accélération de la prise en charge par la CNAF des majorations de pension pour enfant).	25	56	0
37	12.11.02	L'amendement n° 109 de M. Néri au titre III de l'état B (crédits inscrits à l'article 36 du projet de loi de finances pour 2003) (budget des anciens combattants : maintien des crédits de l'ONAC).	22	49	0
38	12.11.02	Le titre IV de l'état B (crédits inscrits à l'article 36 du projet de loi de finances pour 2003) (budget des anciens combattants).	56	14	1
39	15.11.02	L'amendement n° 30 de M. Migaud après l'article 58 du projet de loi de finances pour 2003 (deuxième partie) (suppression de la vignette automobile).	7	24	0
40 (*)	19.11.02	L'ensemble du projet de loi de finances pour 2003.	362	163	0
41	19.11.02	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République.	75	159	0
42	21.11.02	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Ayrault, du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République.	31	85	1
43	21.11.02	Le sous-amendement n° 210 de M. Bayrou à l'amendement n° 200 après l'article premier du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (défense des langues régionales).	39	54	4
44	21.11.02	L'amendement n° 200 de M. Le Fur après l'article premier du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (respect des langues régionales).	39	50	0
45	21.11.02	L'article 2 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (expérimentations prévues par la loi ou le règlement).	53	15	1
46	21.11.02	Les amendements n° 50 de M. Myard, n° 67 de Mme Royal, n° 101 de M. Giacobbi et n° 113 de M. Brard tendant à supprimer l'article 3 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France).	24	53	0
47	22.11.02	L'amendement n° 201 de M. Migaud à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (modalités de désignation du Président du Sénat en 2004).	16	33	0
48	22.11.02	Le sous-amendement n° 39 de M. Méhaignerie à l'amendement n° 11 de la commission des lois à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (droit d'amendement du Gouvernement et des députés relatif aux projets de loi soumis en premier lieu au Sénat).	35	0	1
49	22.11.02	Le sous-amendement n° 40 de M. Méhaignerie à l'amendement n° 11 de la commission des lois à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (champ d'application du droit de priorité du Sénat).	14	28	2

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
50	22.11.02	Le sous-amendement n° 41 de M. Laffineur repris par M. Dosière à l'amendement n° 11 de la commission des lois à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (suppression du droit de priorité du Sénat concernant les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France).	14	25	0
51	22.11.02	Le sous-amendement n° 212 de M. Migaud à l'amendement n° 11 de la commission des lois à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (droit de priorité de l'Assemblée nationale concernant les projets de loi relatifs au régime électoral des assemblées locales).	13	28	1
52	22.11.02	Le sous-amendement n° 216 de M. Migaud à l'amendement n° 11 de la commission des lois à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (droit de priorité de l'Assemblée nationale relatif aux projets de loi ayant pour objet la détermination des règles concernant les collectivités à statut particulier).	17	23	0
53	22.11.02	L'amendement n° 11 de la commission des lois rectifié par le sous-amendement n° 39 de M. Méhaignerie à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (limitation du champ d'application du droit de priorité du Sénat).	28	12	0
54	22.11.02	L'article 4 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (libre administration des collectivités territoriales).	30	14	0
55	22.11.02	L'amendement n° 77 de Mme Royal après l'article 4 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (incompatibilité entre les mandats de député ou de sénateur et l'exercice d'une fonction exécutive locale).	13	28	2
56	22.11.02	L'amendement n° 81 rectifié de Mme Royal après l'article 4 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (droit de vote et d'éligibilité des étrangers non ressortissants de l'Union européenne).	12	36	0
57	22.11.02	L'amendement n° 79 de Mme Royal et l'amendement n° 126 de Mme Comparini à l'article 5 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (droit de pétition).	22	28	0
58	22.11.02	L'amendement n° 170 de M. Dosière à l'article 5 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (extension de la consultation aux habitants de la collectivité territoriale concernée par l'acquisition d'un statut particulier ou par une modification de son organisation).	12	39	0
59	22.11.02	Le sous-amendement n° 219 de M. Montebourg à l'amendement n° 82 de Mme Royal à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (contrôle par les citoyens de l'usage des finances publiques par les collectivités locales).	12	40	0
60	22.11.02	Le sous-amendement n° 241 de M. Bonrepaux à l'amendement n° 82 de Mme Royal à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (conditions d'évaluation et de contrôle de l'utilisation des dépenses publiques).	14	42	0
61	22.11.02	Le sous-amendement n° 240 de M. Bonrepaux à l'amendement n° 82 de Mme Royal à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (rapport annuel à l'Assemblée nationale et au Sénat sur l'utilisation des crédits publics).	14	45	0
62	22.11.02	L'amendement n° 82 de Mme Royal à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (fixation de principes visant à garantir l'autonomie financière des collectivités territoriales).	14	46	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
63	22.11.02	L'amendement n° 190 de M. Balligand à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (corrélation entre les principes de libre administration et d'autonomie financière des collectivités locales).	14	34	0
64	26.11.02	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France.	124	221	0
65	26.11.02	L'amendement n° 192 de M. Balligand à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales).	45	96	1
66	26.11.02	Le sous-amendement n° 233 de M. Bonrepaux à l'amendement n° 137 rectifié à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (taux des ressources propres par rapport à l'ensemble des ressources des collectivités territoriales).	36	79	1
67	26.11.02	Le sous-amendement n° 239 de M. Bonrepaux à l'amendement n° 137 rectifié à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (taux des ressources propres par rapport à l'ensemble des ressources des collectivités territoriales).	23	69	0
68	26.11.02	Les amendements n° 137 rectifié de M. de Courson et n° 191 de M. Balligand à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (part des ressources propres par rapport à l'ensemble des ressources des collectivités territoriales).	34	53	2
69	26.11.02	L'amendement n° 194 de M. Balligand à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (évaluation régulière de la part des ressources propres des collectivités territoriales par rapport à l'ensemble de leurs ressources).	21	67	0
70	26.11.02	Le sous-amendement n° 245 de M. Bonrepaux à l'amendement n° 44 rectifié à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (part minimum des ressources propres des collectivités territoriales par rapport à l'ensemble de leurs ressources).	26	80	0
71	26.11.02	L'amendement n° 195 de M. Bonrepaux à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (principe de proportion entre la charge fiscale et le revenu des contribuables locaux et réévaluation des bases fiscales).	21	77	0
72	26.11.02	L'amendement n° 196 de M. Balligand à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (corrélation entre le transfert de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et celui de la fiscalité nationale).	15	73	0
73	26.11.02	L'amendement n° 197 rectifié de M. Balligand à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (indexation de la ressource nouvelle attribuée aux collectivités territoriales du fait d'un transfert de compétences).	20	48	0
74	26.11.02	Le sous-amendement n° 242 de M. Bonrepaux à l'amendement n° 24 de la commission des finances à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (attribution aux groupements de collectivités territoriales de ressources liées aux dépenses résultant d'une création ou d'une extension de leurs compétences).	30	80	0
75	26.11.02	L'amendement n° 198 de M. Balligand à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (conditions d'association des parlementaires et des représentants des collectivités territoriales en vue de l'évaluation des charges nouvelles et des ressources nécessaires à l'exercice des nouvelles compétences locales).	16	83	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
76	26.11.02	L'amendement n° 157 de M. Blessig repris par M. Migaud à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (avis public de la Cour des comptes en vue de l'élaboration des lois relatives aux conditions d'attribution aux collectivités territoriales des ressources correspondant à leurs compétences nouvelles).	24	85	5
77	26.11.02	L'amendement n° 199 de M. Balligand à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (dispositifs de compensation des inégalités entre les collectivités territoriales).	28	98	0
78	26.11.02	Le sous-amendement n° 243 à l'amendement n° 111 rectifié de M. Brard à l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (extension légale aux groupements de collectivités de dispositifs suffisants visant à compenser les inégalités entre collectivités territoriales).	28	86	0
79	26.11.02	L'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (autonomie financière des collectivités territoriales).	89	30	0
80	26.11.02	L'amendement n° 133 de Mme Royal après l'article 6 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (conditions d'entrée en vigueur de la loi).	28	83	0
81 (*)	27.11.02	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (texte de la commission mixte paritaire).	277	88	1
82	27.11.02	L'article 7 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (régime des collectivités situées outre-mer).	45	14	2
83	27.11.02	L'amendement n° 83 de M. Lurel à l'article 8 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (mesures légales et réglementaires spécifiques applicables dans les départements et régions d'outre-mer).	16	39	0
84	27.11.02	L'amendement n° 85 de M. Lurel à l'article 8 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (création légale d'une assemblée délibérante unique dans un département ou une région d'outre-mer).	17	45	0
85	27.11.02	L'article 8 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (régime des départements et régions d'outre-mer).	51	17	0
86	27.11.02	L'article 9 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (régime constitutionnel des collectivités d'outre-mer).	55	16	0
87	27.11.02	L'amendement n° 87 de M. Dosièrè après l'article 9 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (composition du corps électoral en vue des élections aux assemblées de province et aux congrès de la Nouvelle-Calédonie).	18	49	1
88	27.11.02	L'article 10 du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République (habilitation permanente pour actualiser le droit applicable outre-mer par ordonnances).	28	22	1
89	28.11.02	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire.	39	87	2
90	03.12.02	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi.	37	74	0
91 (*)	04.12.02	L'ensemble du projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation décentralisée de la République.	346	157	10
92 (*)	04.12.02	L'ensemble du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008.	328	90	9

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
93	05.12.02	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Bocquet, du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi.	13	50	0
94	05.12.02	L'amendement n° 17 de M. Gremetz avant l'article premier du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (nullité du licenciement prononcé pour une cause non réelle ou sérieuse ou pour procédure irrégulière).	11	27	0
95	05.12.02	L'amendement n° 18 de M. Gremetz avant l'article premier du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (définition du licenciement économique).	4	31	5
96	05.12.02	L'amendement n° 62 de M. Gorce tendant à supprimer l'article premier du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale relatifs à la procédure des licenciements économiques).	12	35	1
97	05.12.02	L'amendement n° 33 de Mme Bourragué à l'article premier du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (extension de la mesure de suspension aux dispositions de l'article 96 de la loi de modernisation sociale).	39	11	0
98	05.12.02	L'article 2 du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (expérimentations par accord d'entreprise sur la procédure à suivre en cas de licenciement d'au moins dix salariés sur une même période de trente jours).	40	12	0
99	05.12.02	L'amendement n° 8 de M. Gremetz tendant à supprimer l'article 3 du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (droit applicable aux procédures en cours à la date de la promulgation de la loi).	6	38	1
100	05.12.02	L'amendement n° 177 de M. Gorce à l'article 3 du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (maintien des règles applicables aux procédures de licenciement).	10	34	0
101	05.12.02	L'article 3 du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (droit applicable aux procédures en cours à la date de la promulgation de la loi).	36	10	0
102	05.12.02	L'amendement n° 39 de M. Morange après l'article 3 du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (partage de la charge de la preuve en matière de harcèlement moral).	36	10	0
103	05.12.02	L'amendement n° 195 rectifié de M. Morange après l'article 3 du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (procédure de médiation en cas de harcèlement moral ou sexuel).	34	10	0
104 (*)	10.12.02	L'ensemble du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi.	337	137	0
105 (*)	17.12.02	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie.	312	162	0
106	17.12.02	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif aux juges de proximité.	42	87	0
107	14.01.03	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, pour la sécurité intérieure.	59	114	0
108	16.01.03	Le sous-amendement n° 452 de M. Lagarde à l'amendement n° 54 de la commission des lois avant le chapitre premier du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, pour la sécurité intérieure (garantie du droit d'information obligatoire pour les maires sur la politique de sécurité locale).	26	45	0
109	16.01.03	L'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement après l'article premier du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, pour la sécurité intérieure (pouvoir de réquisition du préfet).	46	9	1

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
110	21.01.03	L'amendement n° 316 de Mme Royal après l'article 45 du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, pour la sécurité intérieure (fixation à dix ans, à compter de la révélation des faits, du délai de prescription de l'action publique des crimes commis contre des mineurs).	42	87	0
111	21.01.03	L'amendement n° 47 repris par M. Le Roux modifié par le sous-amendement n° 506 de M. Estrosi après l'article 17 undecième du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, pour la sécurité intérieure (aggravation des peines encourues pour crime et délit commis à raison de l'orientation sexuelle de la victime).	133	16	2
112	22.01.03	Les amendements n° 296 de M. Le Roux et n° 336 de Mme Billard tendant à supprimer l'article 21 du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, pour la sécurité intérieure (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles).	16	52	0
113	23.01.03	L'amendement n° 521 du Gouvernement après l'article 39 du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, pour la sécurité intérieure (lutte contre la violence lors des manifestations sportives).	51	0	0
114 (*)	28.01.03	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, pour la sécurité intérieure.	381	164	4
115	29.01.03	L'amendement n° 69 de M. Brottes après l'article 9 du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction (assouplissement des règles de décision prise par l'assemblée générale des copropriétaires en vue de la réalisation des travaux d'accessibilité de l'immeuble aux personnes en situation de handicap).	21	36	0
116	06.02.03	L'amendement n° 320 de M. Gorce avant l'article 13 du projet de loi pour l'initiative économique (obligation de conclure une convention en vue de l'octroi d'aides aux entreprises par les collectivités locales).	19	42	0
117	06.02.03	L'amendement n° 312 de M. Bonrepaux avant l'article 13 du projet de loi pour l'initiative économique (exonérations fiscales pour les entreprises nouvelles et celles créées depuis janvier 2002).	14	34	0
118	06.02.03	L'amendement n° 313 de M. Bonrepaux avant l'article 13 du projet de loi pour l'initiative économique (création de zones franches rurales).	13	33	0
119	06.02.03	L'amendement n° 57 de la commission spéciale après l'article 26 du projet de loi pour l'initiative économique (exclusion des bases d'imposition à l'ISF d'une fraction des actions et parts d'entreprises faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation).	38	11	0
120	06.02.03	L'amendement n° 249 du Gouvernement après l'article 26 du projet de loi pour l'initiative économique (exclusion de la base d'imposition à l'ISF des titres reçus en contrepartie de l'apport en numéraire au capital de PME).	32	12	0
121	06.02.03	L'amendement n° 59 de la commission spéciale après l'article 26 du projet de loi pour l'initiative économique (abaissement de la part des titres de la société dans le patrimoine du contribuable dirigeant soumis à l'ISF).	33	11	0
122	06.02.03	Les amendements n° 145 et n° 191 repris par M. Eric Besson après l'article 26 du projet de loi pour l'initiative économique (conditions d'assimilation de la location d'un bien agricole mis à la disposition d'une société agricole familiale à un bien professionnel au regard de l'ISF).	0	32	4
123 (*)	11.02.03	L'ensemble du projet de loi pour l'initiative économique.	371	167	6
125	06.03.03	L'amendement n° 218 corrigé de M. Le Déaut à l'article 12 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (indemnisation à valeur à neuf en cas de destruction totale d'un immeuble).	16	25	0
126	06.03.03	Les sous-amendements n° 536 de M. Grosdidier et n° 541 de M. Le Déaut à l'amendement n° 534 du Gouvernement après l'article 13 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (application du dispositif aux dommages survenus avant la publication de la loi et dont l'indemnisation n'est pas définitive).	13	24	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
127	06.03.03	Le sous-amendement n° 542 de M. Le Déaut à l'amendement n° 534 du Gouvernement après l'article 13 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (définition de la réparation intégrale).	12	25	0
128	12.03.03	L'amendement n° 58 de Mme Saugues après l'article 3 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France (allongement à six ans de la période de maintien de la situation statutaire particulière des personnels d'Air France).	16	57	0
129	12.03.03	L'amendement n° 46 de Mme Saugues après l'article 6 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France (remise au Parlement d'un rapport relatif aux plates-formes de correspondance).	16	37	1
130 (*)	18.03.03	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France.	343	152	2
131 (*)	18.03.03	L'ensemble de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier la loi du 20 janvier 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie.	341	145	12
132	19.03.03	L'amendement n° 24 de la commission des lois après l'article 2 du projet de loi renforçant la lutte contre la violence routière (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse).	41	14	0
133	25.03.03	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi relatif aux assistants d'éducation.	60	117	0
134	25.03.03	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Bocquet, du projet de loi relatif aux assistants d'éducation.	27	87	0
135	26.03.03	Les amendements n° 1082 de M. Durand, n° 1083 de M. Ayrault, n° 1084 de M. Néri, n° 1085 de M. Roy, n° 1086 de Mme. Génisson n° 1087 de M. Lurel, n° 1088 de Mme Mignon, n° 1089 de M. Renucci, n° 1090 de Mme Carillon-Couvreur, n° 1091 de M. Gorce, n° 1092 de M. Masse, n° 1093 de M. Blazy, n° 3006 de Mme Billard et n° 3026 de M. Braouezec tendant à supprimer l'article premier du projet de loi relatif aux assistants d'éducation.	24	67	0
136 (*)	01.04.03	L'ensemble du projet de loi relatif aux assistants d'éducation.	340	170	24
137	03.04.03	L'amendement n° 53 de M. Le Bouillonnet tendant à supprimer l'article 6 sexies du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction (deuxième lecture) (conditions de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération en vue d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale).	14	23	2
138	03.04.03	L'amendement n° 56 de Mme Saugues après l'article 8 du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction (déductibilité fiscale des dépenses de mise aux normes des ascenseurs dans les HLM).	10	19	0
139	03.04.03	L'amendement n° 108 du Gouvernement après l'article 19 du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction (suppression du plafond de ressources pour l'amortissement fiscal des logements neufs destinés à la location).	22	12	0
140	09.04.03	Les amendements n° 64 de M. Braouezec et n° 97 de M. Lambert tendant à supprimer l'article 4 du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé).	8	26	4
141	09.04.03	L'amendement n° 88 de M. Sauvadet à l'article 5 du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit (instauration du prélèvement à la source pour l'impôt sur le revenu).	8	36	5
142 (*)	29.04.03	L'ensemble du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit.	338	113	0
143	13.05.03	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Bocquet au projet de loi relatif à la chasse.	21	94	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
144	14.05.03	L'amendement n° 73 de M. Bocquet après l'article 17 du projet de loi relatif à la chasse (rapport du Gouvernement sur la répartition du champ d'application des lois nationales et du droit communautaire selon les gibiers chassés).	13	47	2
145	14.05.03	Les amendements n° 14 repris par M. Gremetz et n° 99 de M. de Courson avant l'article premier du projet de loi relatif à la chasse (placement de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture).	59	17	0
146	14.05.03	L'amendement n° 103 repris par M. Gremetz avant l'article premier du projet de loi relatif à la chasse (simplification des missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage).	2	67	4
147	14.05.03	L'amendement n° 101 repris par M. Gremetz avant l'article premier du projet de loi relatif à la chasse (ressources de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage).	7	66	7
148	14.05.03	L'amendement n° 92 repris par M. Gremetz à l'article 14 du projet de loi relatif à la chasse (introduction de la fédération nationale des chasseurs dans la gestion du fichier national des permis de chasse).	12	74	5
149	14.05.03	L'amendement n° 70 de M. Bocquet à l'article 16 du projet de loi relatif à la chasse (dates de chasse aux oiseaux migrateurs).	9	66	0
150	14.05.03	Les amendements n° 11 rectifié de M. Lemoine et n° 45 (2 ^{ème} rectification) de M. Mesquida à l'article 16 du projet de loi relatif à la chasse (suppression du mercredi, jour de non chasse).	74	4	1
151	14.05.03	L'amendement n° 5 rectifié de M. Mariani après l'article 16 du projet de loi relatif à la chasse (dates de chasse aux merles noirs et aux grives).	16	50	4
152	14.05.03	L'amendement n° 72 de M. Gremetz après l'article 16 du projet de loi relatif à la chasse (pérennisation de la chasse de nuit au gibier d'eau).	32	28	2
153	14.05.03	Les amendements n° 68 de M. Gremetz et n° 117 de M. Yves Cochet à l'article 4 du projet de loi relatif à la chasse (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs).	13	30	1
154	22.05.03	L'amendement n° 1 de M. Lagarde après l'article 5 du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (exclusion des condamnés pour crime contre l'humanité du champ d'application de l'article 10 de la loi relative aux droits des malades).	10	24	0
155	04.06.03	La demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi portant réforme des retraites.	26	81	0
156	04.06.03	Les amendements n° 40 de M. Goldberg et n° 86 de M. Vergnier tendant à supprimer l'article 26 ter du projet de loi, modifié par le Sénat, pour l'initiative économique (deuxième lecture) (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune pour les souscriptions au capital de PME).	14	45	0
157	05.06.03	L'amendement n° 63 à l'article premier du projet de loi modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile (introduction dans la protection subsidiaire du motif de menace à l'encontre de la liberté).	8	35	0
158	06.06.03	L'amendement n° 160 de M. Lurel à l'article premier du projet de loi de programme pour l'outre-mer (conditions d'octroi des exonérations de charges aux entreprises de transport aérien assurant la desserte entre l'outre-mer et la métropole).	10	27	0
159	06.06.03	L'amendement n° 206 de M. Lurel avant l'article 42 du projet de loi de programme pour l'outre-mer (obligations de services publics imposées aux entreprises aériennes assurant la desserte entre l'outre-mer et la métropole).	11	25	0
160	11.06.03	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi portant réforme des retraites.	144	263	2
161	11.06.03	La question préalable opposée par M. Bocquet au projet de loi portant réforme des retraites.	115	278	1
162	12.06.03	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Ayrault, du projet de loi portant réforme des retraites.	67	173	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
163	12.06.03	Les amendements n°3171 de Mme Buffet, n° 3172 de M. Bocquet, n° 3173 de M. Dutoit, n° 3174 de Mme Fraysse, n° 3175 de Mme Jacquaint, n° 3176 de M. Gremetz et n° 3177 de M. Liberti avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (principe de solidarité entre les générations).	56	135	0
164	12.06.03	L'amendement n° 250 de Mme Adam et les amendements n° 251 à 398 des membres du groupe socialiste avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (garantie d'un niveau élevé de pension).	59	108	0
165	13.06.03	Les amendements n° 404 de M. Bacquet, n° 408 de M. Bascou, n° 409 de M. Bataille, n° 411 de M. Beauchaud, n° 413 de M. Bianco, n° 420 de M. Bonrepaux, n° 424 de M. Brottes, n° 442 de M. Delebarre, n° 452 de M. Dufau, n° 462 de M. Françaix, n° 465 de Mme Génisson, n° 469 de M. Gorce, n° 472 de Mme Guinchard-Kunstler, n° 473 de M. Habib, n° 479 de M. Janquin, n° 489 de M. Le Déaut, n° 491 de M. Le Garrec, n° 492 de M. Jean-Marie Le Guen, n° 494 de Mme Lebranchu, n° 502 de M. Loncle, n° 514 de M. Nayrou, n° 515 de M. Néri, n° 534 de Mme Saugues, n° 539 de M. Terrasse, n° 545 de M. Vidalies et n° 547 de M. Vuilque avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (garantie du pouvoir d'achat des pensions de retraite par le système de retraite par répartition).	59	95	0
166	13.06.03	Les amendements n° 557 de M. Bascou, n° 558 de M. Bataille, n° 559 de M. Bateux, n° 561 de M. Besson, n° 562 de M. Bianco, n° 569 de M. Bonrepaux, n° 572 de Mme Bousquet, n° 573 de M. Brottes, n° 584 de M. Cocquempot, n° 591 de M. Delebarre, n° 597 de M. Dosière, n° 601 de M. Dufau, n° 604 de M. Durand, n° 614 de Mme Génisson, n° 618 de M. Gorce, n° 622 de M. Habib, n° 638 de M. Le Déaut, n° 641 de M. Jean-Marie Le Guen, n° 643 de Mme Lebranchu, n° 651 de M. Loncle, 657 de M. Mathus, n° 658 de M. Mesquida, n° 663 de M. Nayrou, n° 664 de M. Néri, n° 688 de M. Terrasse, n° 692 de M. Valls, n° 694 de M. Vidalies et n° 696 de M. Vuilque avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (garantie du système de retraite par répartition au moyen de la mise en œuvre d'un pacte national pour l'emploi).	54	114	0
167	13.06.03	L'amendement n° 2774 de Mme Guinchard-Kunstler avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (garantie du système de retraite par répartition au moyen de la mise en œuvre d'une politique de plein emploi).	58	129	0
168	13.06.03	L'amendement n° 2791 de Mme Guinchard-Kunstler avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (garantie du système de retraite par répartition au moyen de la mise en œuvre d'une politique de lutte contre l'emploi précaire, le temps partiel subi et de mise en application de l'égalité professionnelle).	63	131	0
169	14.06.03	Les amendements n° 2784 de M. Bartolone et n° 2786 de Mme Clergeau, n° 2788 de M. Durand et n° 2798 de M. Néri avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (garantie du système de retraite par répartition au moyen d'une politique de valorisation du travail).	22	65	0
170	14.06.03	Les amendements n° 2773 de M. Gorce et n° 2781 de M. Néri avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (garantie du système de retraite par répartition au moyen d'une politique de durée effective de carrière au-delà de l'âge de cinquante ans).	48	130	0
171	14.06.03	Les amendements n° 3276 de Mme Buffet, n° 3277 de M. Bocquet, n° 3278 de M. Dutoit, n° 3279 de Mme Fraysse, n° 3280 de Mme Jacquaint, n° 3281 de M. Gremetz et n° 3282 de M. Liberti avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (mode de calcul du taux de cotisations sociales et cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers des entreprises).	11	107	1
172	14.06.03	Les amendements n° 3297 de Mme Buffet, n° 3301 de Mme Jacquaint et n° 3303 de M. Liberti avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (extinction progressive des exonérations de cotisations sociales patronales à compter du 1 ^{er} janvier 2004).	16	113	8
173	14.06.03	Les amendements n° 3187 de M. Dutoit, n° 3189 de Mme Jacquaint et n° 3191 de M. Liberti avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (principe du départ à la retraite à l'âge de soixante ans).	15	125	3
174	14.06.03	Les amendements n° 3285 de M. Dutoit, n° 3287 de Mme Jacquaint et n° 3289 de M. Liberti avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (élargissement de l'assiette des cotisations sociales).	23	121	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
175	14.06.03	L'amendement n° 3294 de Mme Jacquaint avant l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (revalorisation de la part patronale dans les cotisations sociales).	8	112	0
176	16.06.03	Les amendements n° 704 de M. Bapt, n° 707 de M. Bataille, n° 730 de M. Charzat, n° 763 de Mme Géniisson, n° 769 de Mme Guigou, n° 789 de M. Le Garrec, n° 805 de M. Masse, n° 827 de M. Roman, n° 830 de Mme Royal, n° 837 de M. Terrasse et n° 841 de M. Valls à l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (prise en compte de la pénibilité des métiers).	34	97	0
177	16.06.03	L'amendement n° 3315 de Mme Jacquaint à l'article premier du projet de loi portant réforme des retraites (rejet de la capitalisation comme mode constitutif de pension de retraite).	25	94	0
178	16.06.03	Les amendements n° 3330 de M. Gremetz et n° 3331 de M. Liberti à l'article 2 du projet de loi portant réforme des retraites (droit de tout retraité à percevoir une pension).	111	6	4
179	17.06.03	L'amendement n° 2 de M. Kucheida après l'article 4 de la proposition de loi portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines (convention entre l'Agence et les bailleurs).	8	65	0
180	17.06.03	L'amendement n° 6 de M. Le Déaut après l'article 12 de la proposition de loi portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines (conditions d'arrêt du pompage des eaux d'exhaure).	7	41	0
181	17.06.03	Les amendements n° 3353 de Mme Buffet, n° 3354 de M. Bocquet, n° 3356 de Mme Fraysse et n° 3358 de M. Gremetz tendant à supprimer l'article 3 du projet de loi portant réforme des retraites (équité).	77	164	0
182	17.06.03	Les amendements n° 998 de M. Aubron, n° 1000 de M. Bacquet, n° 1016 de M. Bonrepaux, n° 1019 de Mme Bousquet, n° 1020 de M. Brottes, n° 1028 de M. Charzat, n° 1030 de Mme Clergeau, n° 1032 de M. Cohen, n° 1044 de M. Dosière, n° 1060 de Mme Gautier, n° 1061 de Mme Géniisson, n° 1068 de Mme Guinchard-Kunstler, n° 1070 de Mme Hoffman-Rispal, n° 1075 de M. Janquin, n° 1089 de M. Le Roux, n° 109 de M. Lefait, n° 1103 de M. Masse, n° 1104 de M. Mathus, n° 112 de Mme Oget, n° 1119 de Mme Perrin-Gaillard, n° 1125 de M. Roman, n° 1139 de M. Valls et n° 1141 de M. Vidalies à l'article 3 du projet de loi portant réforme des retraites (égalité de traitement au regard de la retraite tenant compte de la pénibilité des métiers exercés).	92	197	0
183	18.06.03	L'amendement n° 10817 de M. Bocquet après l'article 3 du projet de loi portant réforme des retraites (majoration de l'imposition sur les plus gros patrimoines).	16	85	0
184	18.06.03	Les amendements n° 3472 de Mme Buffet, n° 3475 de Mme Fraysse et n° 3477 de M. Gremetz avant l'article 4 du projet de loi portant réforme des retraites (fixation d'un taux maximum d'occupation dans l'entreprise de salariés sous contrat à durée déterminée ou en intérim).	47	134	0
185	18.06.03	Les amendements n° 3416 de Mme Buffet, n° 3419 de Mme Fraysse et n° 3421 de M. Gremetz avant l'article 4 du projet de loi portant réforme des retraites (droit d'opposition des délégués du personnel et des comités d'entreprise aux licenciements dont le motif économique n'est pas fondé par des éléments constitutifs énumérés par la loi).	14	93	0
186	18.06.03	L'amendement n° 3426 de Mme Buffet avant l'article 4 du projet de loi portant réforme des retraites (nullité d'un licenciement en cas de constatation par le juge du manquement de l'employeur à l'obligation de reclassement du salarié).	23	123	0
187	18.06.03	L'amendement n° 3374 de Mme Buffet avant l'article 4 du projet de loi portant réforme des retraites (création d'une cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et des ménages).	35	148	8
188	18.06.03	Les amendements n° 3388 de Mme Buffet et n° 3391 de Mme Fraysse avant l'article 4 du projet de loi portant réforme des retraites (modulation par entreprise du taux de cotisations sociales patronales).	32	122	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
189	19.06.03	Les amendements n° 2031 de M. Bonrepaux, n° 2035 de M. Brottes, n° 2080 de M. Gorce, n° 2084 de M. Habib, n° 2104 de M. Le Roux, n° 2118 de M. Masse, n° 2150 de M. Terrasse, n° 3542 de Mme Buffet, n° 3546 de Mme Jacquaint, n° 3547 de M. Gremetz et n° 3548 de M. Brard tendant à supprimer l'article 5 du projet de loi portant réforme des retraites (allongement de la durée d'assurance).	34	112	0
190	19.06.03	L'amendement n° 3024 de Mme Guinchard-Kunstler à l'article 5 du projet de loi portant réforme des retraites (négociation relative à la définition des conditions de liquidation des droits à la retraite).	13	41	0
191	19.06.03	L'article 5 du projet de loi portant réforme des retraites (allongement de la durée d'assurance).	87	20	0
192	20.06.03	L'amendement n° 10830 de la commission des affaires culturelles après l'article 7 du projet de loi portant réforme des retraites (extinction progressive de la compensation spécifique entre régimes spéciaux).	73	0	0
193	20.06.03	L'amendement n° 4618 de M. Gremetz tendant à supprimer l'article 8 du projet de loi portant réforme des retraites (droits des assurés à l'information).	8	56	8
194	20.06.03	Les amendements n° 4625 de M. Gremetz et n° 4626 de M. Brard tendant à supprimer les 1 ^{er} et 2 ^e alinéas de l'article 8 du projet de loi portant réforme des retraites (droits des assurés à l'information).	10	48	0
195	20.06.03	L'amendement n° 3041 repris par M. Gremetz à l'article 8 du projet de loi portant réforme des retraites (fixation par la loi de l'âge nécessaire pour obtenir des informations sur le montant de sa retraite).	12	41	2
196	20.06.03	L'amendement n° 3153 de la commission des affaires culturelles après l'article 8 du projet de loi portant réforme des retraites (négociation relative aux conditions de travail des salariés de plus de cinquante ans).	44	7	6
197	20.06.03	L'amendement n° 15 de la commission des finances après l'article 8 du projet de loi portant réforme des retraites (obligation pour les caisses et services gestionnaires des régimes de base d'assurance vieillesse de transmettre les informations nécessaires à la liquidation des pensions).	49	1	5
198	20.06.03	Le sous-amendement n° 11229 du Gouvernement à l'amendement n° 3154 de la commission des affaires culturelles après l'article 8 du projet de loi portant réforme des retraites (mention dans le rapport du gouvernement au Parlement des mesures prises pour favoriser le maintien en activité des salariés âgés).	51	13	1
199	20.06.03	L'amendement n° 3154 de la commission des affaires culturelles après l'article 8 du projet de loi portant réforme des retraites (rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux mesures législatives et réglementaires prises concernant la mise en place d'un système dégressif de charges sociales à due proportion de la part des salariés de plus de cinquante ans dans l'entreprise).	55	10	0
200	20.06.03	Les amendements n° 4659 de Mme Jacquaint, n° 4660 de M. Gremetz et n° 4661 de M. Brard tendant à supprimer l'article 9 du projet de loi portant réforme des retraites (cumul emploi-retraite).	14	47	0
201	20.06.03	Les amendements n° 4669 de Mme Buffet et n° 4672 de Mme Fraysse à l'article 9 du projet de loi portant réforme des retraites (conditions de reprise d'activité par le retraité).	21	50	0
202	20.06.03	Les amendements n° 4687 de Mme Jacquaint et n° 4688 de M. Gremetz et n° 4689 de M. Liberti tendant à supprimer le 1 ^o du I de l'article 9 du projet de loi portant réforme des retraites (cas des non salariés).	22	56	0
203	20.06.03	Les amendements n° 4694 de Mme Jacquaint et n° 4696 de M. Brard tendant à supprimer le 2 ^o du I de l'article 9 du projet de loi portant réforme des retraites (assouplissement de l'interdiction du cumul d'un emploi et d'une retraite).	24	58	0
204	20.06.03	L'amendement n° 7048 de M. de Courson à l'article 9 du projet de loi portant réforme des retraites (application aux parlementaires du régime de droit commun de cumul emploi-retraite).	8	59	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
205	20.06.03	L'amendement n° 4737 de M. Gremetz tendant à supprimer le dernier alinéa du II de l'article 9 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression de l'autorisation du cumul emploi-retraite).	26	61	0
206	20.06.03	L'article 9 du projet de loi portant réforme des retraites (cumul emploi-retraite).	57	28	0
207	23.06.03	Les amendements n° 4742 de Mme Fraysse, n° 4744 de M. Gremetz et n° 4745 de M. Liberti tendant à supprimer l'article 10 du projet de loi portant réforme des retraites (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés).	6	40	1
208	23.06.03	L'amendement n° 1844 de M. Fourgous à l'article 10 du projet de loi portant réforme des retraites (modulation de l'âge de la mise à la retraite par l'employeur).	3	42	3
209	23.06.03	Les amendements n° 4756 de M. Brunhes, n° 4758 de M. Gremetz et n° 4759 de M. Brard à l'article 10 du projet de loi portant réforme des retraites (maintien à soixante ans de la limite d'âge de mise à la retraite par l'employeur).	8	29	0
210	23.06.03	L'article 10 du projet de loi portant réforme des retraites (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés).	41	8	1
211	23.06.03	Les amendements n° 4763 de M. Brunhes, n°4765 de M. Gremetz et n° 4766 de M. Brard tendant à supprimer l'article 11 du projet de loi portant réforme des retraites (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites).	8	43	0
212	23.06.03	L'amendement n° 3042 de M. Terrasse à l'article 11 du projet de loi portant réforme des retraites (augmentation du taux d'imposition des revenus du patrimoine).	17	40	0
213	23.06.03	Les amendements n° 4768 de M. Bocquet et n° 4773 de M. Brard tendant à supprimer le I de l'article 11 du projet de loi portant réforme des retraites (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites).	6	21	1
214	23.06.03	Les amendements n° 4779 de M. Gremetz et n° 4780 de M. Brard tendant à supprimer le II du I de l'article 11 du projet de loi portant réforme des retraites (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites).	6	35	1
215	23.06.03	L'amendement n° 11216 de la commission des affaires culturelles à l'article 11 du projet de loi portant réforme des retraites (harmonisation textuelle).	31	17	0
216	23.06.03	Les amendements n° 4793 de M. Gremetz et n° 4794 de M. Brard tendant à supprimer le IV du I de l'article 11 du projet de loi portant réforme des retraites (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites).	11	31	0
217	23.06.03	L'amendement n° 4800 de M. Gremetz tendant à supprimer le II de l'article 11 du projet de loi portant réforme des retraites (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites).	9	31	0
218	23.06.03	Les amendements n° 4802 de M. Brunhes et n° 4805 de Mme Fraysse tendant à supprimer le III de l'article 11 du projet de loi portant réforme des retraites (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites).	13	37	0
219	23.06.03	Les amendements n° 4811 de M. Dutoit et n° 4814 de M. Gremetz tendant à supprimer l'article 12 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité).	19	69	0
220	23.06.03	L'amendement n° 4819 de M. Brunhes tendant à supprimer le I de l'article 12 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité).	13	58	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
221	23.06.03	L'amendement n° 4833 de Mme Fraysse tendant à supprimer le III de l'article 12 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité).	18	81	0
222	23.06.03	L'amendement n° 4839 de M. Dutoit tendant à supprimer le IV de l'article 12 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité).	13	75	3
223	23.06.03	L'amendement n° 4847 de Mme Fraysse tendant à supprimer le V de l'article 12 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité).	10	87	2
224	23.06.03	L'amendement n° 1845 de M. Fourgous repris par M. Gremetz tendant à compléter le V de l'article 12 du projet de loi portant réforme des retraites (application des accords professionnels concernant la cessation d'activité des salariés âgés).	1	120	1
225	23.06.03	L'amendement n° 11227 du Gouvernement tendant à compléter le V de l'article 12 du projet de loi portant réforme des retraites (conventions de cessation anticipée d'activité).	101	10	5
226	24.06.03	L'article 13 du projet de loi portant réforme des retraites (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés).	58	27	0
227	24.06.03	L'amendement n° 4968 de M. Gremetz tendant à supprimer l'article 15 du projet de loi portant réforme des retraites (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)	33	102	0
228	24.06.03	L'article 15 du projet de loi portant réforme des retraites (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres).	126	49	0
229	24.06.03	L'amendement n° 11230 à l'article 16 du projet de loi portant réforme des retraites (fixation par décret des conditions de prise en compte partiel du service national dans la période de cotisation au système d'assurance vieillesse).	185	14	31
230	24.06.03	L'amendement n° 18 de la commission des finances et les amendements n°s 1691 à 1839 de Mme Adam et des membres du groupe socialiste après l'article 16 du projet de loi portant réforme des retraites (engagement d'une négociation par les partenaires sociaux gestionnaires des régimes complémentaires de retraite en vue de l'ouverture de droits à pension pour les assurés n'ayant pas atteint l'âge de 60 ans).	251	13	5
231	24.06.03	Le sous-amendement n° 11231 de M. Bertrand à l'amendement n° 19 de la commission des finances après l'article 16 du projet de loi portant réforme des retraites (négociation triennale de branche relative aux conditions de travail).	163	1	0
232	24.06.03	Le sous-amendement n° 11232 de M. Bertrand à l'amendement n° 19 de la commission des finances après l'article 16 du projet de loi portant réforme des retraites (introduction de la réduction de l'espérance de vie, des travaux dangereux et des tensions au travail dans la négociation collective de branche sur les travaux pénibles dans les deux ans de la publication de la loi).	166	0	7
233	24.06.03	Le sous-amendement n° 11236 de M. Desallangre à l'amendement n° 19 de la commission des finances après l'article 16 du projet de loi portant réforme des retraites (examen par les parlementaires des conventions et accords collectifs relatifs aux mécanismes de cessation d'activité).	21	153	3
234	24.06.03	L'amendement n° 19 de la commission des finances après l'article 16 du projet de loi portant réforme des retraites (négociation de branche sur les conditions de travail des salariés expérimentés, la prise en compte de la gestion prévisionnelle des emplois et le développement des compétences ainsi que sur les conditions particulières de cessation d'activité des salariés ayant accompli des travaux pénibles).	174	2	5
235	24.06.03	L'article 17 du projet de loi portant réforme des retraites (majoration de pension pour les périodes cotisées après 60 ans au-delà de la durée nécessaire pour bénéficier de la retraite à taux plein).	149	51	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
236	24.06.03	L'amendement n° 5248 de Mme Buffet et les amendements n°s 5249 à 5254 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 18 du projet de loi portant réforme des retraites (majoration du montant minimum de retraite).	42	105	0
237	24.06.03	L'article 18 du projet de loi portant réforme des retraites (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées).	124	2	27
238	25.06.03	L'amendement n° 2977 de M. Gorce à l'article 19 du projet de loi portant réforme des retraites (revalorisation annuelle des pensions par la commission nationale de la négociation des retraites).	34	72	0
239	25.06.03	L'amendement n° 5291 de M. Vaxès tendant à supprimer le I de l'article 19 du projet de loi portant réforme des retraites (revalorisation des pensions de vieillesse).	22	71	0
240	25.06.03	L'amendement n° 5270 de M. Desallangre tendant à supprimer le premier alinéa de l'article 19 [article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (revalorisation des pensions de vieillesse).	23	75	0
241	25.06.03	L'amendement n° 5277 de M. Bocquet tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 19 [article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (fixation du coefficient annuel de revalorisation des pensions de vieillesse).	19	85	0
242	25.06.03	L'amendement n° 5309 de M. Gremetz tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 19 [article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (indexation sur les prix des pensions et des salaires portés au compte).	23	92	0
243	25.06.03	L'amendement n° 5315 de Mme Jacquaint tendant à supprimer le II de l'article 19 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression de la revalorisation annuelle des cotisations et salaires servant de base au calcul des pensions par application du coefficient annuel).	26	110	0
244	25.06.03	L'article 20 [articles L. 351-14-1 et L. 634-2-2 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (rachat de cotisations).	112	14	13
245	25.06.03	L'amendement n° 10800 de M. Brard après l'article 23 du projet de loi portant réforme des retraites (contribution des options de souscription ou d'achat d'actions au financement de la branche vieillesse).	34	78	1
246	25.06.03	L'amendement n° 10777 de Mme Buffet tendant à supprimer le titre III avant l'article 24 du projet de loi portant réforme des retraites (dispositions relatives à la fonction publique).	18	109	0
247	26.06.03	L'amendement n° 11218 de la commission des affaires culturelles après l'article 24 du projet de loi portant réforme des retraites (application aux fonctionnaires devenus parlementaires des règles de droit commun de liquidation de la retraite).	62	0	0
248	26.06.03	L'amendement n° 7047 de M. de Courson après l'article 24 du projet de loi portant réforme des retraites (cumul des droits à pension dans le régime de la fonction publique d'Etat et des droits à pension à l'Assemblée nationale ou au Sénat).	18	34	0
249	26.06.03	L'amendement n° 7036 de M. de Courson après l'article 24 du projet de loi portant réforme des retraites (création d'un comité de gestion paritaire du régime des pensions civiles et militaires).	5	47	0
250	26.06.03	L'amendement n° 11003 de Mme Adam et les amendements n°s 11004 à 11151 des membres du groupe socialiste visant à supprimer l'article 27 du projet de loi portant réforme des retraites (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité).	17	55	0
251	26.06.03	L'amendement n° 5801 de Mme Buffet et les amendements n°s 5802 à 5807 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains visant à supprimer le premier alinéa de l'article 27 [article L. 9 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité).	14	43	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
252	26.06.03	L'amendement n° 5815 de Mme Buffet et les amendements n°s 5816 à 5821 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains visant à supprimer le 1° de l'article 27 [article L. 9 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité).	15	38	0
253	26.06.03	L'amendement n° 5836 de Mme Buffet et les amendements n°s 5837 à 5842 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains visant à supprimer le c) de l'article 27 [article L. 9 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité).	14	45	0
254	26.06.03	L'amendement n° 5843 de Mme Buffet et les amendements n°s 5844 à 5849 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains visant à supprimer le paragraphe d) de l'article 27 [article L. 9 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité).	9	44	0
255	26.06.03	L'amendement n° 5850 de Mme Buffet et les amendements n°s 5851 à 5856 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains visant à supprimer le septième alinéa de l'article 27 du projet de loi portant réforme des retraites (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité).	15	46	0
256	26.06.03	L'amendement n° 5857 de Mme Buffet et les amendements n°s 5858 à 5863 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains visant à supprimer le 2° de l'article 27 [article L. 9 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité).	10	48	0
257	26.06.03	L'amendement n° 1166 de la commission des affaires culturelles et les amendements n°s 5766 à 5772 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains de précision à l'article 27 [article L. 9 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité).	47	3	0
258	27.06.03	L'amendement n° 1852 de M. Baguet à l'article 31 du projet de loi portant réforme des retraites (bonification pour enfant).	13	36	0
259	27.06.03	L'article 31 [article L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (bonifications).	34	12	0
260	27.06.03	L'article 32 [articles L. 13 à L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (détermination du montant de la pension).	36	17	0
261	27.06.03	L'amendement n° 6753 de Mme Buffet et les amendements n°s 6754 à 6759 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 34 du projet de loi portant réforme des retraites (maintien de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite).	23	65	0
262	27.06.03	L'article 34 [article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires).	70	22	0
263	27.06.03	L'article 35 [articles L. 25 à L. 26 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires).	57	24	0
264	27.06.03	L'article 36 [article L. 28 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité).	53	27	0
265	27.06.03	L'article 37 [articles L. 38 à L. 39 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire).	59	16	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
266	27.06.03	L'article 38 [article L. 40 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire).	58	21	0
267	27.06.03	L'article 39 [article L. 49 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire).	58	20	0
268	27.06.03	L'article 40 [articles L. 47 et L. 48 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (pensions militaires de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire).	52	20	0
269	27.06.03	L'amendement n° 3112 (2 ^e rectification) de M. Cova à l'article 42 [article L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (prestations versées en cas de décès d'un fonctionnaire en service).	58	0	0
270	27.06.03	L'article 42 [article L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite] du projet de loi portant réforme des retraites (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières).	53	19	0
271	30.06.03	L'amendement n° 7709 de Mme Buffet et les amendements n°s 7710 à 7715 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le paragraphe III de l'article 45 du projet de loi portant réforme des retraites (coefficient de minoration).	10	26	0
272	30.06.03	L'amendement n° 7632 de Mme Buffet et les amendements n°s 7633 à 7638 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 45 du projet de loi portant réforme des retraites (précision de codification).	8	27	0
273	30.06.03	L'amendement n° 7793 de Mme Buffet et les amendements n°s 7794 à 7799 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 45 du projet de loi portant réforme des retraites (revalorisation des retraites sur la base de l'évolution des salaires).	8	27	1
274	30.06.03	L'amendement n° 7653 de Mme Buffet et les amendements n°s 7654 à 7659 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 45 du projet de loi portant réforme des retraites (précision de codification).	8	24	0
275	30.06.03	L'article 45 du projet de loi portant réforme des retraites (dispositions transitoires).	26	12	0
276	30.06.03	L'amendement n° 7856 de Mme Buffet et les amendements n°s 7857 à 7862 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 46 [article 1 ^{er} bis de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique] du projet de loi portant réforme des retraites (information relative au maintien en activité du fonctionnaire au-delà de la limite d'âge).	6	23	0
277	30.06.03	L'article 49 du projet de loi portant réforme des retraites (cessation progressive d'activité).	39	12	0
278	30.06.03	L'article 52 du projet de loi portant réforme des retraites (création d'un régime de retraite additionnel obligatoire pour les fonctionnaires).	84	17	0
279	01.07.03	L'amendement n° 8846 de Mme Buffet et les amendements n°s 8847 à 8852 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 53 du projet de loi portant réforme des retraites (reclassement des personnels des corps enseignants).	8	62	0
280	01.07.03	L'amendement n° 8860 de Mme Buffet et les amendements n°s 8861 à 8866 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 53 du projet de loi portant réforme des retraites (évolution professionnelle des membres des corps enseignants).	9	61	0
281	01.07.03	L'amendement n° 8881 de Mme Buffet et les amendements n°s 8882 à 8887 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 53 du projet de loi portant réforme des retraites (information des personnels des corps enseignants de leurs droits et obligations).	9	62	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
282	01.07.03	L'amendement n° 8923 de Mme Buffet et les amendements n°s 8924 à 8929 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 53 du projet de loi portant réforme des retraites (amendement de précision).	13	64	0
283	01.07.03	L'article 53 du projet de loi portant réforme des retraites (évolution professionnelle des membres des corps enseignants).	57	15	0
284	01.07.03	L'article 54 du projet de loi portant réforme des retraites (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active).	62	0	17
285	01.07.03	L'amendement n° 8958 de Mme Buffet et les amendements n°s 8959 à 8964 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 55 du projet de loi portant réforme des retraites (entrée en vigueur des dispositions du titre III au 1 ^{er} janvier 2006).	11	50	0
286	01.07.03	L'article 55 du projet de loi portant réforme des retraites (entrée en vigueur des dispositions du titre III).	53	13	0
287	01.07.03	L'amendement n° 8965 de Mme Buffet et les amendements n°s 8966 à 8971 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le titre IV avant l'article 56 du projet de loi portant réforme des retraites (dispositions relatives aux régimes complémentaires des professions artisanales, industrielles et commerciales ainsi qu'à l'assurance vieillesse de professions libérales et des exploitants agricoles).	5	44	0
288	01.07.03	L'article 56 [articles L. 635-1 à L. 635-11 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales).	52	9	0
289	01.07.03	L'amendement n° 9070 de Mme Buffet et les amendements n°s 9071 à 9076 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer l'article 57 [article L. 633-3 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (compétence des organisations autonomes pour donner des avis s'agissant des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales).	7	51	0
290	01.07.03	L'article 57 [article L. 633-3 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (compétence des organisations autonomes pour donner des avis s'agissant des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales).	53	11	0
291	01.07.03	L'article 58 du projet de loi portant réforme des retraites (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales).	54	9	0
292	01.07.03	L'amendement n° 9304 de Mme Buffet et les amendements n°s 9305 à 9310 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 62 [articles L. 641-1 à L. 641-6 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales).	7	40	0
293	01.07.03	L'article 62 [articles L. 641-1 à L. 641-6 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales).	46	7	0
294	01.07.03	L'article 63 [articles L. 642-1 à L. 642-4 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (cotisations au régime de base des professions libérales).	45	7	0
295	01.07.03	L'article 64 [article L. 642-5 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales).	45	5	0
296	01.07.03	L'amendement n° 10686 de Mme Buffet et les amendements n°s 10687 à 10692 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le b) de l'article 65 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression des dispositions d'alignement du régime des professions libérales).	13	162	2

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
297	01.07.03	L'article 65 [articles L. 643-1 à L. 643-6 du code de la sécurité sociale] du projet de loi portant réforme des retraites (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales).	167	22	2
298	01.07.03	L'amendement n° 10497 de Mme Buffet et les amendements n°s 10498 à 10503 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le premier alinéa de l'article 73 [article L. 732-35-1 du code rural] du projet de loi portant réforme des retraites (rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial).	25	116	0
299	01.07.03	L'amendement n° 10504 de Mme Buffet et les amendements n°s 10505 à 10510 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 73 [article L. 732-35-1 du code rural] du projet de loi portant réforme des retraites (rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial).	15	135	2
300	01.07.03	L'article 73 [article L. 732-35-1 du code rural] du projet de loi portant réforme des retraites (possibilité de rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles).	139	24	1
301	01.07.03	L'amendement n° 10518 de Mme Buffet et les amendements n°s 10519 à 10524 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le premier alinéa de l'article 74 [article L. 732-27-1 du code rural] du projet de loi portant réforme des retraites (rachat de périodes d'études).	25	135	0
302	01.07.03	L'amendement n° 10525 de Mme Buffet et les amendements n°s 10526 à 10531 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 74 [article L. 732-27-1 du code rural] du projet de loi portant réforme des retraites (rachat de périodes d'études).	24	131	0
303	01.07.03	L'amendement n° 10609 de Mme Buffet et les amendements n°s 10610 à 10615 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer le 6° du III de l'article 75 du projet de loi portant réforme des retraites (suppression de modifications du code rural liées à l'attribution de la pension de réversion).	42	107	0
304	02.07.03	L'article 75 du projet de loi portant réforme des retraites (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles).	136	9	40
306	02.07.03	L'amendement n° 91 de Mme Billard, l'amendement n° 2606 de Mme Adam et les amendements n°s 2607 à 2754 des membres du groupe socialiste ainsi que l'amendement n° 9958 de Mme Buffet et les amendements n°s 9959 à 9964 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer l'article 79 du projet de loi portant réforme des retraites (création du plan d'épargne pour la retraite).	46	163	0
307	02.07.03	L'article 80 [articles L. 443-1-2 et L. 443-5 du code du travail et L. 214-39 du code monétaire et financier] du projet de loi portant réforme des retraites (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite).	200	55	0
308	02.07.03	L'article 81 [articles 83, 154 bis, 154 bis-0 A, 158 et 163 quater vicies du code général des impôts] du projet de loi portant réforme des retraites (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite).	182	58	0
309	02.07.03	L'amendement n° 10343 de Mme Buffet et les amendements n°s 10344 à 10349 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains portant article additionnel après l'article 81 du projet de loi portant réforme des retraites (adoption du projet de loi par voie de référendum).	58	178	0
310 (*)	03.07.03	L'ensemble du projet de loi portant réforme des retraites.	389	132	0
311	04.07.03	L'ensemble du projet de loi de modification de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.	18	11	2
312	11.07.03	L'article 27 [articles L. 331-3-1 à L. 331-3-7 du code de la consommation] du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (procédure de rétablissement personnel).	49	2	2
313 (*)	24.07.03	L'ensemble du projet de loi portant réforme des retraites (texte de la commission mixte paritaire).	393	152	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

4. Scrutins secrets

- Election des douze juges titulaires de la Haute Cour de justice.
- Election des six juges suppléants de la Haute Cour de justice.
- Election des six juges titulaires de la Cour de justice de la République et de leurs six suppléants.

Ces trois élections ont chacune fait l'objet de deux tours de scrutin qui se sont déroulés les 23 octobre et 13 novembre 2002.

Annexe IX

Décisions du Conseil constitutionnel

A. – Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires (Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale (Art. 36)	Président de l'Assemblée nationale 09.10.02	2002-462 DC du 10.10.2002	13.10.2002	Conforme
Loi organique relative aux juges de proximité	Premier ministre 24.01.03	2003-466 DC du 20.02.2003	27.02.2003	Partiellement contraire avec réserves
Résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale (Art. 14, 36, 50, 65, 66, 91, 104, 128, 140-1 et 145)	Président de l'Assemblée nationale 27.03.03	2003-470 DC du 09.04.2003	15.04.2003	Conforme
Loi organique portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat	Premier ministre 10.07.2003	2003-476 DC du 24.07.2003	31.07.2003	Conforme
Loi organique relative à l'expérimentation par les collectivités locales	Premier ministre 22.07.2003	2003-478 DC du 30.07.2003	02.08.2003	Conforme
Loi organique relative au référendum local	Premier ministre 25.07.2003	2003-482 DC du 30.07.2003	02.08.2003	Conforme

B. – Conformité à la Constitution des lois ordinaires (Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2003	Plus de 60 députés 3.12.2002	2002-463 DC du 12.12.2003	24.12.2002	Partiellement contraire avec réserves
Loi de finances pour 2003	Plus de 60 députés 20.12.2002 Plus de 60 sénateurs 23.12.2002	2002-464 DC du 27.12.2002	31.12.2002	Partiellement contraire
Loi relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi	Plus de 60 députés 27.12.2002	2002-465 DC du 13.01.2003	18.01.2003	Conforme avec réserves
Loi pour la sécurité intérieure	Plus de 60 députés 19.02.2003 Plus de 60 sénateurs 14.02.2003	2003-467 DC du 13.03.2003	19.03.2003	Partiellement contraire
Loi relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques	Plus de 60 députés 14.03.2003 Plus de 60 sénateurs 18.03.2003	2003-468 DC du 3.04.2003	12.04.2003	Partiellement contraire avec réserves
Loi relative aux assistants d'éducation	Plus de 60 députés 16.04.2003	2003-471 DC du 24.04.2003	2.05.2003	Conforme avec réserves
Loi relative à l'urbanisme et à l'habitat	Plus de 60 députés 6.06.2003	2003-472 DC du 26.06.2003	3.07.2003	Conforme
Loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit	Plus de 60 sénateurs 13.06.2003	2003-473 DC du 26.06.2003	3.07.2003	Conforme avec réserves
Loi de programme pour l'outre-mer	Plus de 60 députés 3.07.2003	2003-474 DC du 17.07.2003	31.07.2003	Partiellement contraire
Loi portant réforme de l'élection des sénateurs	Plus de 60 députés 9.07.2003 Plus de 60 sénateurs 9.07.2003	2003-475 DC du 24.07.2003	31.07.2003	Conforme
Loi de sécurité financière	Plus de 60 sénateurs 22.07.2003	2003-479 DC du 30.07.2003	2.08.2003	Partiellement contraire
Loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive	Plus de 60 députés 24.07.2003 Plus de 60 sénateurs 24.07.2003	2003-480 DC du 31.07.2003	2.08.2003	Conforme
Loi relative relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives	Plus de 60 députés 22.07.2003	2003-481 DC du 30.07.2003	2.08.2003	Partiellement contraire
Loi pour l'initiative économique	Plus de 60 députés 22.07.2003	2003-477 DC du 31.07.2003	5.08.2003	Conforme
Loi portant réforme des retraites	Plus de 60 députés 26.07.2003 Plus de 60 sénateurs 28.07.2003	2003-483 DC du 14.08.2003	22.08.2003	Conforme

C. – Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Nature juridique d'une disposition de l'article 443-3-1 du code du travail	Premier ministre 2.10.2002	2002-192 L du 10.10.2002	13.10.2002	Domaine réglementaire
Nature juridique des mots : « le ministre compétent », figurant au troisième alinéa de l'article L. 122-2 du code du service national, ainsi qu'à l'article L. 122-5, au premier alinéa de l'article L. 122-7, aux premier et septième alinéa de l'article L. 122-8 et à l'article L. 122-9 du même code	Premier ministre 14.11.2002	2002-193 L du 21.11.2002	24.11.2002	Domaine réglementaire
Nature juridique de dispositions relatives à la composition des commissions administratives de reclassement des fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord	Premier ministre 12.05.2003	2003-194 L du 22.05.2003	3.06.2003	Domaine réglementaire
Nature juridique de dispositions du code rural relatives aux contrats territoriaux d'exploitation	Premier ministre 12 et 14.05.2003	2003-195 L du 22.05.2003	3.06.2003	Domaine réglementaire

D. – Autre décision

Saisi le 19 mars 2003 de la loi constitutionnelle relative à l'organisation décentralisée de la République, approuvée par le Parlement réuni en Congrès le 17 mars 2003, par plus de soixante sénateurs, le Conseil constitutionnel s'est déclaré incompétent (décision 2003-469 DC du 26 mars 2003). En effet, il ne tient ni de l'article 61 de la Constitution (qui fixe les conditions de sa saisine), ni de son article 89 (relatif à la révision), ni d'aucune autre disposition constitutionnelle le pouvoir de se prononcer sur une révision de la Constitution.

Annexe X

Déclarations du Gouvernement

Avec débat :

Date	Objet	Ministre
8 octobre 2002	Déclaration du Gouvernement sur la question de l'Iraq	M. Jean-Pierre Raffarin (Premier ministre)
10 octobre 2002	Déclaration du Gouvernement sur les prélèvements obligatoires en application de l'article 52 de la loi organique du 1 ^{er} août 2001 relative aux lois de finances	M. Francis Mer (ministre de l'économie, des finances et de l'industrie) et M. Jean-François Mattei (ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées)
26 février 2003	Déclaration du Gouvernement sur la question de l'Iraq (II)	M. Jean-Pierre Raffarin (Premier ministre)
20 mai 2003	Déclaration du Gouvernement sur les infrastructures 2003-2020	M. Gilles de Robien (ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer) et M. Dominique Bussereau (secrétaire d'Etat aux transports et à la mer)
26 juin 2003	Débat d'orientation budgétaire	M. Alain Lambert (ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire)

Annexe XI

Engagements de responsabilité et censure

Engagement de responsabilité sur le vote d'un texte

Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

Date	Texte	Suite de la procédure
12 février 2003	Projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (première lecture, n° 574)	Motion de censure déposée le 13 février 2003 par M. Jean-Marc Ayrault et 162 membres de l'Assemblée Discussion et vote le 15 février 2003 : <ul style="list-style-type: none"> • Majorité requise : 288 • Pour l'adoption : 177

Motion de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution

Auteur	Dépôt	Discussion	Scrutin	
			Majorité requise	Suffrages obtenus
MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et 113 membres de l'Assemblée	28 juin 2003	2 juillet 2003	289	176

Annexe XII

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Annexe XII-1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Premier ministre : Jean-Pierre RAFFARIN	41	0
Affaires étrangères : Dominique de VILLEPIN	33	3
Affaires étrangères (SE) : Renaud MUSELIER	3	0
Affaires européennes : Noëlle LENOIR	26	5
Affaires sociales, travail et solidarité : François FILLON	79	23
Agriculture, alimentation et pêche : Hervé GAYMARD	27	30
Anciens combattants : Hamlaoui MÉKACHÉRA	4	0
Budget : Alain LAMBERT	10	5
Commerce extérieur : François LOOS	8	0
Coopération et francophonie : Pierre-André WILTZER	9	1
Culture et communication : Jean-Jacques AILLAGON	13	12
Défense : Michèle ALLIOT-MARIE	19	13
Développement durable : Tokia SAÏFI	4	0
Ecologie : Roselyne BACHELOT-NARQUIN	28	26
Economie : Francis MER	46	22
Enseignement scolaire : Xavier DARCOS	21	3
Équipement, transports et logement : Gilles de ROBIEN	35	74
Famille : Christian JACOB	11	2
Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire : Jean-Paul DELEVOYE	30	15
Industrie : Nicole FONTAINE	26	15
Intérieur : Nicolas SARKOZY	68	28
Jeunesse et éducation nationale : Luc FERRY	30	28
Justice : Dominique PERBEN	31	12
Libertés locales : Patrick DEVEDJIAN	5	8
Outre-mer : Brigitte GIRARDIN	5	3
Parité et égalité professionnelle : Nicole AMELINE	7	0
Personnes âgées : Hubert FALCO	18	8
Personnes handicapées : Marie-Thérèse BOISSEAU	9	11
PME, commerce, artisanat professions libérales et consommation : Renaud DUTREIL	11	4
Lutte contre la précarité et l'exclusion : Dominique VERSINI	8	2
Programmes immobiliers de la justice : Pierre BÉDIER	2	3
Recherche et nouvelles technologies : Claudie HAIGNERÉ	10	2
Réforme de l'Etat : Henri PLAGNOL	3	2
Relations avec le Parlement : Jean-François COPÉ	6	0
Santé : Jean-François MATTEI	50	54
Sports : Jean-François LAMOUR.....	6	5
Tourisme : Léon BERTRAND	5	1
Transports et mer : Dominique BUSSEREAU	13	8
Ville : Jean-Louis BORLOO	11	4
Total	771	432

Annexe XII-2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	81
Affaires étrangères	520
Affaires étrangères (SE)	5
Affaires européennes	137
Affaires sociales, travail et solidarité	1 266
Agriculture, alimentation et pêche	1 132
Anciens combattants	589
Budget	243
Commerce extérieur	52
Coopération et francophonie	55
Culture et communication	675
Défense	310
Développement durable	11
Ecologie	569
Economie	1 836
Enseignement scolaire	79
Equipement, transports et logement	1 283
Famille.....	363
Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire	449
Industrie	341
Intérieur	947
Jeunesse et éducation nationale	1 348
Justice	631
Libertés locales	28
Outre-mer	43
Parité et égalité professionnelle	33
Personnes âgées	208
Personnes handicapées	255
PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation	408
Lutte contre la précarité et l'exclusion	52
Programmes immobiliers de la justice	13
Recherche et nouvelles technologies.....	119
Réforme de l'Etat	19
Relations avec le Parlement	28
Santé	1 790
Sports	200
Tourisme	41
Transports et mer	86
Ville	37
Total	16 282

